

Association Nationale des
Étudiants Luxembourgeois en Droit

**LE
GUIDE
DU
FUTUR
JURISTE**

2022 - 2023

**L'ASSOCIATION
EN LIGNE**

www.aneld.lu

DANS CETTE ÉDITION DU GUIDE DU FUTUR JURISTE

AVANT-PROPOS DU
PRÉSIDENT SORTANT
HELDER GACHINEIRO

LE ANELD CAREER DAY

LES ENJEUX ET DÉFIS
DE LA FINTECH
MARC MOUTON
PARTNER - ARENDT & MEDERNACH

PRÉFACE DU
PRÉSIDENT
LEO DISWISOUR

LE CONCOURS DE
PLAIDOIRIES

CORPORATE SOCIAL
RESPONSIBILITY
MANOU HOSS
MANAGING PARTNER - ELVINGER
HOSS PRUSSEN

LE GALA DE DROIT

L'ANELD

OÙ ÉTUDIER ?
LUXEMBOURG
BELGIQUE
FRANCE
ALLEMAGNE
PAYS-BAS
LL.M.

QUELQUES
QUESTIONS À
ANNE GUY-MOROCUTTI
JUGE AU TRIBUNAL D'ARRONDISSE-
MENT DE LUXEMBOURG

UNE PANOPLIE DE
POSSIBILITÉS
MAGISTRAT
HUISSIER
NOTAIRE
AVOCAT
DIPLOMATE
JURISTE D'ENTREPRISE

QUELQUES
QUESTIONS À
CLAUDINE DE LA HAMETTE
JUGE D'INSTRUCTION DIRECTEUR AU
CABINET D'INSTRUCTION AUPRÈS DU
TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE ET
À DIEKIRCH

LES COURS
COMPLÉMENTAIRES EN
DROIT
LUXEMBOURGEOIS

LE DROIT DE L'ESPACE
AU GRAND-DUCHÉ
ELLA HOMOV
SCHILTZ & SCHILTZ

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT SORTANT

Helder Gachineiro

J'étais en classe terminale, lorsqu'à la Foire de l'Étudiant, le guide me fut présenté pour la première fois par l'ANELD. Il s'est très vite avéré un outil pratique indispensable, non seulement pour mes premières années à la faculté de droit, mais avant tout, pour me guider à travers le processus de choix d'une faculté de droit et le processus d'inscription.

Complété, retravaillé et perfectionné chaque année, je vous invite à plonger dans le guide qui s'est transformé en un instrument essentiel pour chaque lycéen et jeune étudiant en droit. Il contient non seulement tout ce qu'il vous faut savoir avant que vous vous lanciez dans votre cursus universitaire, mais aussi toutes les initiatives que prend l'ANELD au fil de chaque année universitaire.

Pots de bienvenue, Aneld Career Day, concours de plaidoiries, visites, gala de droit, etc. ce n'est qu'un bref inventaire des événements que l'ANELD organise pour ces 750 membres. Des événements qui vont bien au-delà des frontières du Grand-Duché et qui ne seraient pas possibles sans le soutien de ses partenaires, à qui je tiens à adresser mes vifs remerciements.

Toutes les initiatives que prend l'ANELD ne seraient certainement pas possibles non plus sans l'engagement remarquable des membres qui composent son comité, à qui je tiens également à



adresser mes vifs remerciements. L'engagement au sein de l'ANELD ne se traduit pas exclusivement par de longues heures dédiées au développement de l'association et des buts qu'elle poursuit, mais aussi par de belles rencontres et d'expériences inoubliables.

Je vous invite ainsi, que vous soyez au début de votre cursus universitaire ou que vous achevez la fin de vos études à rejoindre le comité de l'ANELD et à vous engager au sein de l'association. Je peux vous promettre que vous passerez une ou plusieurs très belles années en parallèle à vos études.

Je tiens enfin à remercier tous les auteurs qui ont contribué à la réalisation de la présente édition du guide en le rendant aussi riche qu'il est présenté dans les pages qui suivent.

Bonne lecture !



« Et si tout menait à bien ? »

Au début, les études en droit semblent comme un monde à part. Une langue et une culture non compréhensibles que personne ne semble appréhender sauf ceux qui y sont dans le labyrinthe des mots et des clauses.

Si c'est vrai que c'est difficile au départ, cela ne signifie pas que tu ne puisses pas surmonter les défis que tu rencontreras au cours de ton chemin. Car, tout changement est difficile et seuls ceux qui s'y tiennent atteignent l'arrivée de ce marathon intellectuel. Peu importe qui, tu témoignes, car tout avocat, juge, huissier ou notaire te confirmera la même chose. Le départ, pour eux aussi, disposait des difficultés insurmontables. Mais les voilà, ces femmes et ces hommes qui ont tenu au bout et qui ont achevé leurs buts.

PRÉFACE DU PRÉSIDENT

Leo Diswiscour

Profite donc de l'innocence, de la naïveté et des premiers émois amoureux pour le droit, vide toutes tes attentes et attachements au futur et laisse-toi guider par tes fautes. Chasse les erreurs, éduque-toi de ton inexpérience, tout en t'amusant au long de ton chemin enrichissant et sois par conséquent témoin de ton progrès.

C'est évident que ce sera un chemin long qui t'apportera des moments d'angoisse, des moments de joie et que tu seras discordé entre l'amour pour les mots et la haine pour les innombrables heures de travail. Mais crois-moi si je te le promets, tous les gémissements valent le coût. Car quelle éducation est-elle plus apte pour te défier et te pousser en vue de devenir la meilleure version de toi-même ?

NOUS VOUS ACCOMPAGNONS TOUT AU LONG DE VOS ÉTUDES

C'est en vue de rassembler tous les étudiants luxembourgeois en droit (et autres disciplines y liées) au sein d'une association, que fût lancé en 1998 le projet de l'ANELD : l'Association Nationale des Étudiants Luxembourgeois en Droit.

L'ANELD est une association estudiantine qui rassemble aujourd'hui l'une des plus grandes communautés d'étudiants luxembourgeois et qui, grâce à l'effort et travail exemplaire des comités successifs, a pu se positionner comme un organe phare de soutien pour les futurs juristes. L'ANELD accompagne les étudiants en droit à chaque étape de leurs parcours et même avant l'inscription à l'université, notamment à travers sa participation traditionnelle à la « Foire de l'étudiant » et aux différentes séances d'information et orientation organisées par les lycées.

Son activité ne s'arrête pas aux frontières du Grand-Duché, les étudiants luxembourgeois en droit ayant la possibilité de poursuivre leurs études au Luxembourg, en France, en Belgique voire même ailleurs.

Ainsi, l'ANELD organise au Luxembourg et à travers l'Europe des événements permettant aux étudiants de nouer des liens entre eux comme des pots de bienvenue, des soirées dites « Fräibéier », etc. mais également des rencontres avec les plus importants employeurs de la place juridique luxembourgeoise, et ce notamment lors du salon de recrutement « ANELD Career Day » ou encore lors de diners de rencontre.

À ces événements s'ajoutent des activités offrant aux membres la possibilité de s'épanouir au-delà des bancs universitaires, notamment le concours de plaidoirie, ainsi que visites guidées d'institutions juridiques et politiques (Cour de Justice de l'Union Européenne, Chambre des députés, Conseil d'État, centre pénitentiaire, etc.).

OÙ
ÉTUDIER ?

LUXEMBOURG



Conditions d'admission

Licence :

1. détention d'un diplôme de fin d'études secondaires ;
2. dissertation en anglais de 1000 mots sur un sujet juridique ;
3. lettre de motivation & CV.

Sélection :

Si le nombre de candidatures dépasse les 180, une sélection, sur base des connaissances linguistiques, la motivation et le résultat au bac, est faite.

Master :

La sélection pour le master est une sélection basée sur le dossier de candidature. Le grade de master s'acquiert après deux années d'études. L'étudiant qui intègre la première année, suivra une année de tronc commun en droit européen avant de choisir une spécialisation pour sa deuxième année du master. Les étudiants détenteurs d'une maîtrise (master 1) peuvent intégrer l'année de spécialisation à l'Université du Luxembourg sans devoir à passer la première année.

Procédure

Le délai de préinscription est indiqué chaque année sur le site web de l'université.

Institution

Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg : www.uni.lu

Nouvelle approche transnationale

L'objectif du Bachelor en Droit, dans sa nouvelle mouture transnationale, offert par l'Université du Luxembourg, est de former des juristes multilingues, polyvalents, à l'esprit ouvert, qui sachent penser en termes de « global law », tout en maîtrisant les techniques du droit national luxembourgeois.

Dans la quasi-totalité des pays du monde, l'enseignement du droit est axé sinon exclusivement, du moins principalement sur l'étude du droit national. Ce modèle traditionnel a fait ses preuves, mais dans un monde de plus en plus globalisé, il doit être dépassé, surtout dans un pays comme le Luxembourg, dont le droit est issu de différentes traditions et qui est intrinsèquement ouvert sur l'Europe et le monde.

BELGIQUE

Bachelier en droit	3 ans
Master	2 ans

Institutions :

Université Libre de Bruxelles
Université de Liège
Université Catholique de Louvain
Université de Mons (1er cycle)
Université Saint-Louis (1er cycle)
Université de Namur (1er cycle)

Conditions d'admission

- détention d'un diplôme de fin d'études secondaires reconnu équivalent suivant la procédure belge d'homologation
- Demande d'équivalence à faire pour le 15 juillet au plus tard (www.equivalences.cfwb.be)

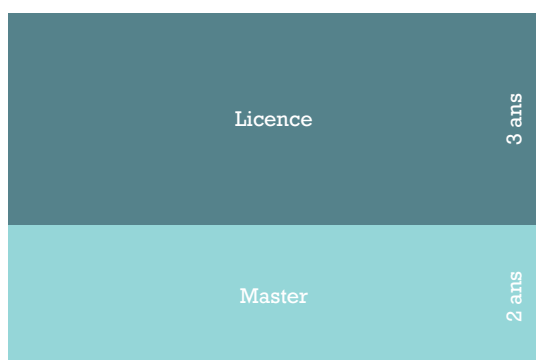
Procédure

Inscription en ligne sur le site de l'université avant le 31 août.

Un cours de langue néerlandaise comme première langue est obligatoire à l'ULB et à l'UCL. Trois niveaux sont prévus : élémentaire, intermédiaire ou avancé.

Les études de droit à l'ULB : www.ulb.ac.be/-facts/droit

FRANCE



Conditions d'admission

Diplôme de fin d'études secondaires

Procédure

Demande d'inscription obligatoire sur Parcousup de janvier à mars
www.parcousup.fr

Les doubles cursus

Il s'agit de filières sélectives et exigeantes, qui permettent d'acquérir une double compétence de plus en plus recherchée. Le droit est associé à un autre domaine : économie, sciences politiques, histoire de l'art, sciences sociales, biotechnologie, etc.
Certaines licences, très sélectives également, forment des juristes bilingues.

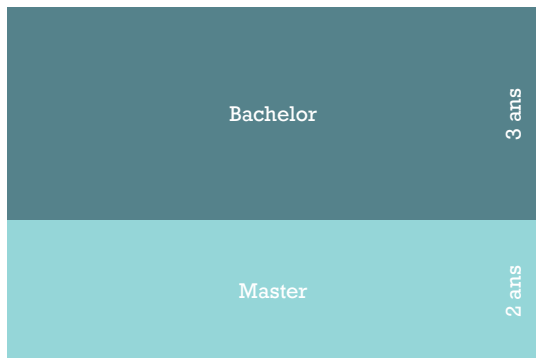
Les masters

Avec la nouvelle loi, les inscriptions au Master I sont sélectives. L'entrée au Master II est désormais garantie. Nous conseillons par conséquent à s'inscrire dans un grand nombre de Masters I. L'inscription se fait actuellement encore dans les universités individuelles, un site décentralisé est en vue.

DJCE

Le Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise se prépare dans 11 universités. Il s'agit d'un diplôme d'université de Juriste Conseil d'Entreprise, couplé avec un Master 2 en droit des affaires, et d'un certificat de spécialisation dans une matière spécifique du droit des affaires (par exemple : droit fiscal, droit des sociétés, etc.), se préparent pendant le mois de juin à Montpellier, permettant de

ALLEMAGNE



Zugangsvorsetzungen :

- Abitur oder gleichwertiges Diplom
- Numerus Clausus (1.0-1.7)

Einschreibebedingungen :

- Online Antrag auf Zulassung stellen: siehe Internetseite der Universitäten

Anmeldeschluss :

15 Juli (WS) / 15 Januar (SS)

In Deutschland unterscheidet man zwischen Rechtswissenschaften und den neuen Studiengängen (die momentan nur an verschiedenen Universitäten angeboten werden). Vorab, muss jedoch erwähnt werden, dass nur die Rechtswissenschaftsstudien, d.h. Absolvierung des 1rsten und/oder 2ten Staatsexamens einen zum Volljurist erklären können.

Neue Studiengänge :

- LL.B. – Ein paar deutsche Unversitäten bieten mittlerweile einen Bachelor of Laws (LL.B.) an. Der LL.B. ist ein erster berufsqualifizierender Abschluss den man nach 3 Jahren des Jurastudiums erwirbt. Der LL.B (wie schon erwähnt) qualifiziert den Asbolvierenden in Deutschland nicht für die volljuristischen Berufe: in anderen Worten; man kann mit diesem Studiengang in Deutschland nicht Anwalt werden, er bietet aber Möglichkeiten für eine Vielzahl von interessanten anderen Berufen.

- LL.M. – Ebenfalls wird in Deutschland auf verschiedenen Universitäten ein Master of Laws angeboten das nach dem LL.B abgeschlossen werden kann.

NB: Diese Studiengänge sind auf bestimmte Rechtsgebiete beschränkt und haben eine von Grund auf andere Qualifikation zum Ziel. LL.B. und LL.M. sind eigenständige Abschlüsse, die nicht mit dem ersten und zweiten juristischen Staatsexamen vergleichbar sind.

Klassische Juristenausbildung :

Umfasst ein Studium der Rechtswissenschaft an einer Universität und eine zweijährige praktische Ausbildung in verschiedenen juristischen Tätigkeitsfeldern. Beide Ausbildungsabschnitte enden mit einem Staatsexamen, der Ersten juristischen Prüfung und der Zweiten juristischen Prüfung. Der Jurist ist breit in den drei großen Rechtsgebieten Strafrecht, Zivilrecht und öffentliches Recht ausgebildet.

Deutsch-französische Jurausbildung :

Da Luxemburg geprägt ist von seinem Multilingualismus könnten diese Dualprogramme von Interesse sein.

Deutsch-französische Jurausbildung am CJFA Saarbrücken :

Das CJFA bietet eine Licence im deutsch-französischen Recht in Kooperation mit den Universitäten Lorraine (Metz), Panthéon-Assas (Paris), Strasbourg, Toulouse Capitole 1, Nice Sophia Antipolis, Grenoble Alpes, Lyon 2 Lumière.

Der zweisprachige Studiengang beinhaltet ein Grundstudium im französischen sowie im deutschen Recht. Er kann nach drei Studienjahren mit dem Bachelor-Abschluss der französischen Juristenausbildung Licence de droit, sowie mit einem zusätzlichen Zertifikat abgeschlossen werden.

Im ersten und zweiten Studientjahr findet das Studium am Centre Juridique Frano-Allemand (CJFA) statt, das der Rechts- und Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität des Saarlandes angehört. Das dritte Studienjahr wird an einer französischen Partneruniversität angeboten. Die Lehrveranstaltungen und Prüfungen des französischen Rechts werden von französischen Hochschullehrern in französischer Sprache durchgeführt. Währenddessen entspricht das deutsche Jura-Studium vollständig der klassischen Juristenausbildung; sämtliche Vorlesungen werden zusammen mit den deutschen Studierenden besucht.

BerMüPa Programm :

Diese deutsch-französische Kooperation wird zwischen der Universität Pantheon-Assas und der Humboldt Universität zu Berlin oder der Ludwig-Maximilians Universität München ausgeführt. Man kann dieses Programm in Frankreich sowie Deutschland anfangen.

1) Beginn in Frankreich - Panthéon-Assas (Studienzeit 5 Jahre) :

Die französische licence de droit (3 Jahre) wird vollständig in der normalen Regelstudienzeit an der Universität Panthéon-Assas absolviert und Ende des 3ten Jahres kann der/die Studierende*r sich entweder für die Münchener oder Berliner Universität entscheiden wo die weiteren 2 Jahre absolviert werden.

Diplome :

- Licence de droit (Panthéon-Assas) (nach 3 Jahren),
- Master 1 (Panthéon-Assas) (4tes Jahr),
- LL.M 1 – Humboldt ; LMU (4tes Jahr),
- LL.M 2 – Humboldt ; LMU (5tes Jahr).

2) Beginn in Deutschland – Humboldt; LMU (Studienzeit 12 Semester) :

Das BerMüPa Programm kann ebenfalls von Deutschland aus begonnen werden, interessant bei dieser Variante ist dass man die ersten 2 Jahre im normalen deutschen Studiengang verbringt und erst im dritten Jahr auf das französische Recht stößt. Die Dauer in Frankreich beschränkt sich auf 3 Semester bevor man an die Heimatuniversität zurückkehrt.

Diplome :

- Licence de droit (Panthéon-Assas),
- Master 1 (Panthéon-Assas),
- Zulassung zum 1rsten Staatsexamen.

PAYS-BAS

Bachelor	3 - 4 years	Entry requirements 1. Secondary school leaving diploma 2. language requirements : IELTS or TOEFEL test Application procédure and deadline Applications for enrolment are made via Studielink before 1 May (check on the website of the institution)
Master	1 year	

Over the last few years, the Netherlands have increasingly positioned themselves as an attractive place of study, with more and more Luxembourgish law students deciding to enroll at a Dutch institution to pursue their master's degree (commonly referred to as an L.LM in the Netherlands), or even their bachelor's degree.

The fact that many law programs are English taught, with a transnational and comparative approach, with a focus on EU and international law from the first year on, is just one of the many reasons for this rise in popularity by Dutch universities (e.g., the University of Maastricht, the University of Amsterdam, and the University of Leiden).

Such programs offer many benefits, considering that, on the one hand, the English language is the official working language in every major business law firm in Luxembourg, and, on the other hand, EU law is becoming increasingly vast and influential.

Nevertheless, it is recommended that students who decide to do their entire studies in the Netherlands and who would like to pursue a career in Luxembourg make sure to (i) maintain a good level of French language skills, and (ii) choose a program that allows them to become familiar with the main principles and traditions of roman civil law systems. It is also important to consider that most master's programs in the Netherlands are one-year programs.

The European Law School (ELS) bachelor's program combines courses in European law with courses on comparative law and deals with the legal systems of some of the major EU Member States. The ELS program is taught completely in English and will give you a thorough understanding of EU law and national legal systems as well as contemporary skills and excellent legal English skills. You will study using the Problem-Based Learning (PBL) educational method.

The University of Maastricht offers many master's programs, including but not limited to : European Business Law, European Public Law, Law of Sustainable Europe, Corporate and Commercial Law, International Trade and Investment Law, International and European Tax Law.

LL.M.

To give a general overview of the *Legum Magister* (LL.M) it is important to understand that it is a general degree offered in many countries as a master's degree in law (France, Germany, UK, Ireland, USA etc.). While it is true that many different countries offer this qualification the minimum requirement to be accepted into an LL.M is usually a Bachelor's degree in law (or the equivalent); the specific requirements (grades, recommendation letters, motivation letters; English test etc.) will depend on the university itself.

As a rule of thumb, the LL.M degree is usually much more expensive than a French; Luxembourgish or Belgian M1/2. Nevertheless, it is important to note that this degree is seen as a significant long-term investment which brings varied career opportunities as well as financial benefits. To note that this is especially the case if the degree is absolved as part of an English driven program, as the Luxembourgish market requires a good command of the legal English language.

As a Luxembourgish student, the LL.M could be of interest to you, maybe to study in English, or to absolve a 5th year of legal studies (now required for the CCDL) or to experience a new country with a different culture.

The LL.M will make you more attractive to potential employers (i.e. international law firms); offers a great opportunity to focus more on a specific course of study better preparing you for a career in a particular domain; forces one to come out of their academic bubble and creates a more well-rounded law student.

LL.M in the United Kingdom :

If you want to apply to an LL.M in the UK it is important to note that since January 31, 2020, the United Kingdom has left the European Union and EU students will now have to pay international fees, which can range up to £25.000 depending on the university and the field of the LL.M.

It is also good to know that applications for English universities close around the 15th of January each year (and most are on a rolling basis - essentially this means "first come, first serve") and are much more tedious than continental European applications : They usually require an English test (TOEFL; IELTS), recommendation letters (in most cases they ask for 2 recommendations written by people working in academia, i.e. tutors or "chargés de TD") and a cover letter.

It might be beneficial to schedule your English test far in advance so that you have the option to; firstly, get a slot before the 15th of January and, secondly, so that you have the option of retaking the test if you do not achieve the score required by the university. The validity of the English test (TOEFL or IELTS) is limited to 2 years.

More information :

www.llm-guide.com

Start Ignite your career.

ALLEN & OVERY

Belong. Excel.

Allen & Overy Luxembourg

Allen & Overy is a leading global law firm operating in over thirty countries. We work on some of the most challenging and important deals and have built a reputation for delivering exceptional legal solutions that help our clients grow, innovate and thrive. The legal industry is changing, and we're committed to leading that change, putting our people first, embracing new ways of thinking and integrating technology into our everyday work.

With us, you will constantly be learning and growing. We provide our people with the space to unleash their potential and develop on their individual career journey, recognising that it may look different for everyone. We offer exceptional professional and personal development – providing training, mentoring and practical support. We have a powerful commitment to diversity, equity and inclusion, and whatever defines you, we ask you to bring your whole self to work. A career with us provides a platform to open doors and brings opportunities you won't find anywhere else.

What truly defines a career at Allen & Overy? We recruit the best and ask for the best of you. We provide challenge, support and a place for you to belong. And together we excel.

More than just a legal career – we offer


- A pleasant atmosphere in a top tier legal practice
- A Training program to develop your legal and professional skills
- International secondments

Life at A&O

- Keeping fit with our sports Committee
- Supporting our Community with Pro Bono Committee
- Having fun with our Party Committee
- Supporting a culture that drives diversity, equity and inclusion with our Diversity Committee

Well – being at A&O

Well-being at work is at the heart of A&O's concerns. We are implementing a large number of tools and initiatives to ensure a healthy working environment and guarantee the good mental health of our employees.

 Join us on LinkedIn

 [allenoverly_lu](https://www.instagram.com/allenoverly_lu)

All our opportunities are on
[allenoverly.com/careers](https://www.allenoverly.com/careers)

Start Ignite your career.

ALLEN & OVERY

Belong. Excel.

Internships

Summer Internship

During summer, we welcome around 30 law students for a one-month internship during the months of July, August or September in our office in Luxembourg. It is the opportunity to discover a practice and to give you a flavour of life at A&O.

- Corporate
- Litigation
- Banking regulatory
- IP Data & Tech
- International Capital Market

The A&O Special Scheme – CCDL

Part time collaboration

Our scheme offers you the opportunity to attend all CCDL courses. You will work at the firm as a trainee lawyer only when you do not have CCDL courses. At the same time, we will offer you language courses in order to reach the required level by the bar in German and Luxembourgish

Exam preparation Study leave

You will be released from work to focus on CCDL exams preparation

Full time basis collaboration

Mid-October

End of December

Mid-February

Avoué Exam

Upon successful completion of "Avoué" exam you will be considered as a Fully qualified lawyer ("Avocat à la Cour"), registered on list I

2 years of "stage
judiciaire" at A&O

Oath ceremony

Registration as a lawyer on the Luxembourg bar's list II. Your title changes from "Trainee" to "Junior Associate"

June

UNE
PANOPLIE
DE
POSSIBILITÉS

MAGISTRAT

Les missions du magistrat

Le magistrat constitue en quelque sorte la pièce maîtresse du procès : c'est lui qui devra faire preuve de beaucoup de neutralité et de patience lorsqu'il s'agira d'accueillir les prétentions des parties ainsi que leurs arguments jusqu'à trancher le litige. Ainsi, il est en charge de veiller à la bonne exécution de deux missions principales : (i) défendre les intérêts de la société, et (ii) veiller au respect de l'ordre public.

Comment devenir magistrat ?

Les magistrats sont recrutés à titre principal via l'examen-concours et à titre subsidiaire sur dossier.

Concernant le recrutement via l'examen-concours :

Chaque année un appel de candidature pour le recrutement d'un certain nombre d'attaché(e)s de justice est lancé. Le nombre des candidats recherchés dans le cadre de cet appel est déterminé par le ministre de la Justice sur base des besoins prévisionnels de la justice. Afin d'être admis à l'examen-concours, le candidat doit :

- être de nationalité luxembourgeoise ;
- jouir des droits civils et politiques et présenter les garanties d'honorabilité requises ;
- être titulaire d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études universitaires en droit correspondant au grade de master reconnu ou d'un diplôme étranger de fin d'études universitaires en droit correspondant au grade de master reconnu et homologué ;
- avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives et judiciaires (luxembourgeois, français, allemand) ;
- avoir accompli le stage judiciaire ou notarial pendant au moins une année ;
- satisfaire aux conditions d'aptitude physique et psychique requises.

Les candidats doivent passer un examen-concours en droit administratif, en droit civil et en droit pénal.

Concernant le recrutement sur dossier :

Au cas où, après un premier appel de candidature pour l'examen-concours, le nombre d'attaché(e)s de justice fixé par le ministre de la Justice n'est pas atteint, il est procédé à un deuxième appel de candidature, qui, cette fois-ci, se fera sur base d'un recrutement sur dossier.

Les conditions d'admission sur dossier sont équivalentes à celles de l'admission à l'examen-concours, sauf que les candidats sur dossier doivent avoir été titulaire du diplôme de fin de stage judiciaire et avoir exercé la profession d'avocat pendant au moins cinq années.

Le dossier du candidat doit contenir les résultats des examens sanctionnant les cours complémentaires en droit luxembourgeois et de l'examen de fin de stage judiciaire. D'autres critères de sélection sont l'expérience professionnelle, les éventuelles qualifications complémentaires et les éventuelles publications.

La formation

Quel que soit le mode de recrutement, si le candidat est retenu, sa formation initiale, qui est faite tant à Luxembourg que par le biais de séjours dans des écoles de magistrature en France et en Belgique, sera complétée par un certain nombre de stages tant pratiques que théoriques et ses connaissances seront évaluées à la fin par des examens. En cas de réussite, l'attaché(e) de justice sera nommé(e) de façon définitive à un poste dans la magistrature soit comme magistrat du siège, soit comme magistrat du ministère public en tant que membre d'un des deux parquets d'arrondissement que compte le Luxembourg.

HUISSIER

Les huissiers de justice sont des officiers publics et ministériels, nommés par le Grand-Duc. Ils sont des professionnels indépendants et exercent leur fonction sous une forme libérale. La profession et son accès sont strictement réglementés, tout comme leur nombre est fixé à 19.

L'huissier de justice peut exercer seul ou en association, mais pas en société civile, comme peuvent le faire les avocats par exemple. Les huissiers ont une compétence territoriale limitée au ressort du tribunal d'arrondissement du lieu de leur résidence.

Les missions du huissier

La profession d'huissier s'organise autour de quatre missions principales :

Premièrement, la signification : c'est l'huissier qui dispose du monopole de la signification des actes, c'est-à-dire de porter assignations, jugements et autres documents assimilés à connaissance des parties au procès. Officier d'Etat public, les mentions faites par l'huissier de justice sont revêtues de l'authenticité et font foi jusqu'à inscription de faux.

Deuxièmement, l'exécution : les huissiers sont les seuls à pouvoir ramener à exécution les décisions de justice ainsi que les autres titres exécutoires et peuvent par ailleurs procéder au recouvrement de toute créance.

Troisièmement, les ventes aux enchères : l'huissier de justice ainsi que le notaire ont droit exclusif de procéder à la prisée et à la vente publique de meubles et effets mobiliers.

Finalement, les constats : l'huissier de justice peut effectuer des constats. Il effectue des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter.

Comment devenir huissier ?

L'accès à la profession d'huissier, profession réglementée en vertu de la loi du 4 décembre 1990, nécessite le respect de certains critères. Ainsi, le futur candidat-huissier devra respecter les points suivants :

- avoir la nationalité luxembourgeoise ;
- avoir une moralité exemplaire (casier judiciaire vierge) ;
- maîtrise en droit (quatre ans d'études universitaires) ;
- effectuer un stage d'un an dans un office d'huissier ;
- postuler à un poste vacant, puis être nommé par le Grand-Duc après un examen minutieux du dossier.

NOTAIRE

Officier public nommé par le Grand-Duc, le notaire a avant tout une mission de service public : celle d'authentifier par acte les conventions des parties.

Sa mission ne s'arrête toutefois pas là, puisqu'il exerce également en tant que professionnel libéral, dispensant à ce titre du conseil juridique aussi bien à des particuliers qu'à des entreprises, tout en étant soumis à un tarif fixe déterminé par la loi.

Le notaire fait ainsi preuve de ses compétences dans trois grands domaines :

Premièrement, le conseil, surtout en tant que professionnel libéral. Spécialiste du droit de la famille et du droit immobilier, il veille à ce que les démarches entreprises par les clients sont en conformité avec les lois en vigueur.

Deuxièmement, l'authentification, rôle assez important, puisque tout ce que le notaire déclare avoir vu, et entendu est reporté dans un acte qui ne peut être contesté en justice, ce qui fait du notaire un témoin privilégié.

Troisièmement, la rédaction de certains actes. Officier d'Etat public, le notaire a la compétence exclusive pour rédiger certains actes, actes que l'on peut regrouper sous trois pôles :

- droit immobilier : actes d'achat, de vente ou encore d'emprunt immobilier ;
- droit de la famille : contrats de mariage, donation, succession ;
- droit des affaires : constitution de sociétés, fusions, etc.

Comment devenir notaire ?

Afin d'accéder à la profession notariale, il faut remplir un certain nombre de prérequis:

- avoir la nationalité luxembourgeoise ou être ressortissant d'un pays membre de l'UE et avoir la jouissance des droits civils et des droits politiques ;
- maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires ;
- avoir réussi quatre ans d'études universitaires en droit ;

- avoir obtenu le diplôme de candidat-notaire, soit le certificat de stage nécessaire à l'accès de la fonction de notaire ;
- avoir 25 ans accomplis.

En attendant qu'un office notarial se libère, le candidat-notaire travaillera généralement en tant qu'avocat, magistrat ou, d'une façon générale, en tant que juriste.

La fonction de notaire aujourd'hui

Dans son avis n°2022-AV-04 du 27 juin 2022, le Conseil de concurrence rappelle que la loi actuelle, à savoir la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, impose un numéris clausus quant au nombre total de notaires pouvant exercer sur le territoire national. Ce nombre d'études est fixé à 36. Or, selon l'exposé des motifs du projet de loi n°7310, la limitation du nombre de notaires ne permettrait plus de répondre convenablement à « l'accroissement constant du volume des dossiers et de leur complexité ». Ainsi, actuellement, le Luxembourg compte tout de même 37 études de notariales réparties à travers tout le pays.

La réforme du notariat envisagée

Le 16 mai 2018, le ministre de la Justice a présenté le projet de loi portant réforme du notariat, qui l'adapte aux nouvelles réalités au niveau de l'Union européenne et modernise la profession dans son ensemble.

Un changement majeur que prévoit le projet est le mécanisme de nomination à la fonction de notaire qui est adapté avec de nouveaux critères pour la nomination de notaire et des modalités pour l'accès des ressortissants de l'Union européenne à la fonction notariale. Le projet de loi prévoit également la possibilité pour les notaires de travailler non seulement seuls, mais également à deux notaires (en collaboration ou en association) ou avec un ou plusieurs candidats-notaires salariés par étude.

Le projet de loi n'a pas encore été voté.

AVOCAT

La mission de l'avocat

Si on associe le métier d'avocat souvent à celui de défense des clients, il ne faut pas oublier la mission de conseil de ce dernier : principalement en raison du développement du secteur financier ainsi que la mise en place d'une législation intéressante, l'avocat est davantage amené à assister et guider le client lorsqu'il s'agit d'effectuer des opérations tout en étant en conformité avec la législation.

On distingue ainsi quelques grandes missions et obligations de l'avocat :

Premièrement, l'obligation de défense: la mission première de l'avocat est d'assurer l'assistance juridique de ses clients. L'avocat représente en justice ses clients et y défend leurs intérêts.

Deuxièmement, l'obligation du respect du secret professionnel : attribut fondamental de la profession d'avocat, le secret professionnel garantit la liberté de l'individu et le bon fonctionnement de la justice.

Troisièmement, le conseil : l'avocat donne son avis dans une matière spécifique lors de négociations de contrats, d'arbitrage de conflits, voir tente à travers la négociation ou la transaction d'épargner le procès à son client. Il importe toutefois de noter qu'il partage cette compétence avec l'expert-comptable, le notaire et les juristes d'entreprise.

Autres missions : suppléance d'un magistrat, mandats de justice, arbitrage, etc.

Comment devenir avocat ?

Le titre d'« Avocat à la Cour » peut être considéré comme étant un gage de qualité puisque la profession est réglementée, de même que l'accès y relatif est soumis à l'accomplissement de certaines conditions.

Premièrement, le candidat doit avoir passé avec succès les cours complémentaires en droit luxembourgeois (« CCDL ») (v. infra). Après l'obtention du certificat de réussite, les candi-

dates sont admis à l'inscription sur la liste II de l'un des Barreaux du Luxembourg en tant qu'avocat stagiaire.

Le but du stage judiciaire est l'apprentissage de l'exercice de la profession d'avocat. Les études universitaires ont permis au stagiaire d'acquérir une connaissance approfondie du droit et les CCDL ont complété ces connaissances par l'apprentissage des spécificités du droit luxembourgeois. Pendant le stage judiciaire, l'accent est mis essentiellement sur l'apprentissage de l'exercice de la profession d'avocat tant en exerçant la profession sous l'égide d'un patron de stage qu'en suivant des cours ayant précisé-ment l'apprentissage de la profession pour objet. Tout au long de la durée du stage, les stagiaires peuvent être appelés en tant qu'avocats commis d'office pour intervenir sur certaines affaires de nature pénale

Pendant le stage judiciaire, le stagiaire doit suivre des cours obligatoires et assister à des conférences. Les cours obligatoires font l'objet d'un contrôle des connaissances écrit dont la réussite conditionne l'accès à l'examen de fin de stage. Les stagiaires ont droit à une indemnité de stage s'élevant à EUR 150,- pendant la durée normale (deux ans) du stage judiciaire.

Le stage pratique d'une durée de 2 ans au moins s'achève par un examen de fin de stage dont l'objectif est de contrôler l'aptitude des stagiaires à exercer la profession d'avocat à titre indépendant.

Après la réussite à cet examen, le postulant devient avocat à la Cour et est inscrit sur la liste I.

Enfin, il convient de noter que les CCDL sont actuellement en cours de réformation (document parlementaire : 7958), ce qui changera, par ricochet, la réponse à la question « comment devenir avocat ? ». La réforme est davantage explicitée dans la partie de ce guide consacrée aux CCDL.

DIPLOMATE

Quelles sont les missions du diplomate ?

Alors que les missions du diplomate luxembourgeois sont multiples et se présentent sous plusieurs formes, les principales missions peuvent se résumer de façon suivante :

- représenter officiellement le Luxembourg à l'étranger ;
- appliquer la politique étrangère définie par le gouvernement afin de défendre et promouvoir les intérêts politiques, commerciaux et culturels du Luxembourg à l'étranger ;
- développer la coopération et les relations avec le pays auprès duquel il est accrédité ;
- protéger et soutenir les ressortissants luxembourgeois à l'étranger.

Quels sont les différents postes dans la diplomatie ?

En règle générale un diplomate se verra être affecté à plusieurs postes tout au long de sa carrière. En effet, la carrière du diplomate est placée sous le signe du voyage et du renouveau permanent.

Au sein du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg (« MAEE ») par exemple, un agent diplomatique sera amené à travailler au sein de plusieurs directions de la maison mère du MAEE au Luxembourg mais aussi au sein de plusieurs missions diplomatiques et consulaires à l'étranger faisant partie du réseau diplomatique luxembourgeois.

Quelles sont les exigences pour devenir diplomate ?

Tout d'abord afin d'intégrer le corps diplomatique luxembourgeois, il faut être de nationalité luxembourgeoise, être titulaire d'un diplôme de type Master (Bac +5) et avoir réussi l'examen concours organisé par l'État luxembourgeois.

Alors que la majorité des profils sont titulaires d'un diplôme en sciences politiques, relations internationales, sciences économiques, droit ou langues, la nature du diplôme n'est souvent pas l'élément déterminant.

Toutefois, le métier du diplomate exige une

culture générale développée et une ouverture d'esprit qui se traduit par une certaine curiosité et ouverture sur le monde (différentes cultures, civilisations, etc.). Ensuite, une excellente maîtrise de plusieurs langues est nécessaire afin de pouvoir communiquer en toutes circonstances avec la panoplie de différents interlocuteurs auxquels est exposé un diplomate au jour le jour. Finalement, à ceci s'ajoute la capacité de travailler en équipe et une certaine capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction.

Quelles sont les qualités d'un bon diplomate ?

Les principales qualités d'un diplomate sont :

- capacité d'adaptation à toutes circonstances ;
- savoir écouter, faire preuve d'empathie et avoir le sens du tact ;
- être un bon négociateur (réflexion, stratégie, gestion du temps et crédibilité) ;
- autocontrôle et patience.

JURISTE D'ENTREPRISE

Le juriste d'entreprise est un acteur clé au sein de son entreprise en ce qu'il assure que toutes les opérations effectuées par la société soient bien conformes à la législation en vigueur.

Missions du juriste d'entreprise

D'une façon générale, le juriste d'entreprise a surtout trois rôles majeurs :

Premièrement, l'étude et le conseil : la négociation des contrats, le choix entre le régime juridique le plus favorable ou encore mener à bien un plan social sont autant de tâches que doit effectuer le juriste d'entreprise pour le compte des différents services de l'entreprise (ressources humaines, direction financière, etc.) ;

Deuxièmement, la veille juridique : dès lors qu'une nouvelle législation entre en vigueur, le juriste d'entreprise veille à s'informer continuellement et à le faire savoir aux différents collaborateurs ;

Troisièmement, la spécialisation et l'expertise : souvent, le juriste d'entreprise, avant tout dans les grandes entreprises, aura tendance à se spécialiser dans un domaine précis, comme par exemple le droit du travail, le droit de la propriété intellectuelle, etc.

Au fil de sa carrière, le juriste d'entreprise pourra évoluer vers des postes à responsabilité et devenir directeur du département juridique voire membre du conseil d'administration. La complexification des rapports entre les entreprises et les autres acteurs avec lesquels il doit traiter demandent en effet des compétences assez poussées en la matière.

Le parcours du juriste d'entreprise

Le juriste d'entreprise a un parcours quelque peu moins contraignant que l'accession à une profession réglementée, puisque dispensé de

formations supplémentaires après les études universitaires : pas de parcours spécifique, le diplômé en droit pourra directement intégrer une entreprise au sein de laquelle il officiera en tant que juriste d'entreprise, et pas besoin d'être avocat pour pouvoir exercer en tant que juriste d'entreprise.

Le juriste de banque

Le juriste de banque n'est autre qu'un juriste d'entreprise spécialisé aux besoins d'un établissement de crédit. Il importe de le mettre à part puisque ses missions ont beau être similaires à celle de son équivalent dans une entreprise conventionnelle, mais celles-ci seront bien plus spécifiques à chaque type d'opération. Ainsi, il n'est pas rare d'avoir un ou plusieurs juristes affectés à des postes dans un département précis.

Le juriste dans la fonction publique

L'influence croissante de l'Union Européenne dans les affaires étatiques, que cela soit au domaine législatif ou autre, ainsi que la technicité accrue de certains dossiers auxquels doit faire face l'État, poussent ce dernier à s'entourer de juristes compétents. Que ce soit au niveau des pouvoirs législatif (Chambre des Députés et Conseil d'Etat), exécutif (gouvernement et administrations qui en dépendent) ou judiciaire (tribunaux et cours), chaque service étatique est aujourd'hui doté de juristes.

Les carrières supérieures de l'administration publique permettent d'accéder à des postes au sein de l'administration générale (entres autres attaché du gouvernement, attaché de la direction, chargé d'études, etc.), dans l'enseignement ainsi que dans la police et l'armée.

Am öffentlichen Déngscht schaffen - en Engagement am Service vum Bierger

Mat 24 Ministèren an 120 Verwaltunge begéint eis den öffentlichen Déngscht mat méi wéi 32.000 Agenten zu Lëtzebuerg (Zuelen am 3. Trimester 2021) iwwerall am Alldag a suergt fir de grondleeënde Fonctionnement vun eiser Gesellschaft. Deementspreechend villfälteg sinn d'Gebidder, an deenen ee sech beruflech beim Staat abréngen kann, sief et als Fonctionnaire, Employé oder Salarié.

Vun der Héichschoulbildung zur Fiskaliteit, vum Aménagement du Territoire zu der Gesondheet oder der Ëmwelt, et feelt net u Méiglechkeete fir am generellen Intérêt ze schaffen an e qualitativ héichwäertegen öffentlichen Déngscht z'offréieren.

A sou verschidde wéi d'Aarbechtsberäicher, genee sou verschidde sinn och d'Carrièren.

Eng Carrière beim Staat dat heescht nieft der Diversitéit u Beruffer och e grouse Choix un adaptéierte Formatiounen, déi lech eng permanent professionell Weiterbildung erlaben. Dozou kommen Opportunitéiten am Beräich vun der interner Mobilitéit, déi lech et erméiglechen, lech weiderzëntwéckelen an nei Aspekter vum Déngscht um Bierger kennenzelieren. Flexibel an innovativ Aarbechtszäiten erlaben zudeem en Equiliber tëschent Beruff, Famill a Fräizäit.

GEMEINSAM WÄERTER DEELEN

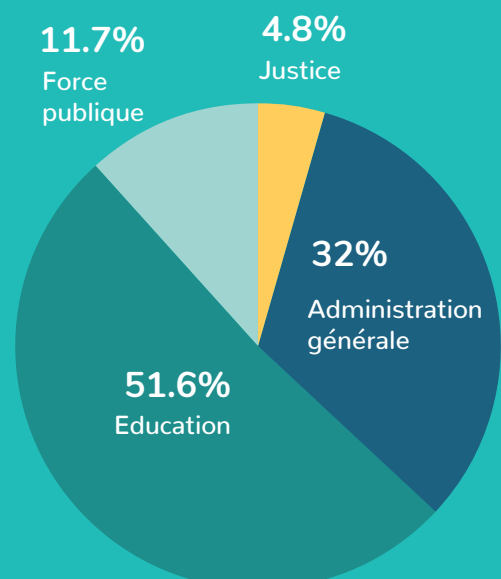
- Eng Aarbechtskultur, déi op de Service an d'Effikassitéit ausgeriicht ass – d'Bierger stinn am Mëttelpunkt a mir ginn op hir Besoinen duerch e schnellen a qualitativ héichwäertegen Service an
- De Respekt vun de Prinzipie vum öffentlichen Déngscht: Integritéit, Objektivitéit, Respekt an Transparenz

D'Fonction publique an Zuelen (3. Trimester 2021)

32.576 Agenten



1/3 vun den Agenten beim Staat hu manner wéi 35 Joer.



OP DER SICH NO SPEZIALISÉIERTE PROFILLER

Fir kënnen all d'Missiounen vum ëffentlechen Déngscht z'erfëllen, rekrutéiert de Staat spezialiséiert Profiller an alle Beräicher. D'Besoine wat d'Wëssen an d'Kompetenzen am Beruff ugeet hunn enorm evoluéiert an de Staat sicht Leit, déi héich motivéiert, qualifizéiert a spezialiséiert sinn. Egal a wéi engem Beräich Dir Är Ausbildung ofgeschloss hutt, den ëffentlechen Déngscht brauch Mataarbechter, déi sech abréngen an engagéieren!

EIS VERSCHIDDE BERUFFSKATEGORIEN



Affaires générales	Communication et information	Environnement et aménagement du territoire	Mobilité et transport	Sécurité sociale
Affaires juridiques et contentieux	Economie	Finances publiques, gestion budgétaire et financière	Personnel et organisation	Technique et infrastructure
Agriculture et viticulture	Education et formation	Fiscalité	Population, défense et sécurité	Technologie de l'information et de la communication
Arts, culture et patrimoine	Emploi et travail	Justice	Relations internationales	
Cohésion sociale	Enseignement supérieur et recherche	Logistique, maintenance et acquisition	Santé	

Beim Staat schaffen - GovJobs.lu

GovJobs.lu proposéiert lech op ee Bléck all nützlich Informatiounen zu de Beruffer an dem Rekrutement beim Staat.

Mat GovJobs.lu bleift Dir up-to-date wat déi aktuell Job-Offeren am ëffentlechen Déngscht ugeet. Dir kënt lech d'Posten vun deene verschiddene Ministèreen a Verwaltungen online ukucken, lech direkt op eng oppe Plaz mellen oder lech per E-Mail informéiere loossen, wann nei Offeren an ärem Beräich publizéiert ginn.

Op GovJobs.lu fannt Dir och all d'Detailer iwwert déi verschidde Carrièren déi et beim Staat ginn. Informéiert lech zum Beispill iwwert d'Carrière vum Fonctionnaire an de Rekrutement iwwert Examen-Concours, oder iwwert d'Carrière vum Employé de l'État.

A mat de GovJobs Filmer kritt dir en éischten Abléck an d'Diversitéit souwuel vun de Beruffer wéi och vun de Profiller beim Staat!



Interesséiert un engem Job beim Staat?

Aktuell Job-Offeren, Informatiounen zum Examen a viles méi fannt Dir op

[GovJobs.lu](https://www.govjobs.lu)



QUI SOMMES NOUS ?

Brucher Thieltgen & Partners est un cabinet d'avocats implanté dans la ville de Luxembourg, au cœur du centre financier international.

Nous sommes un cabinet **multidisciplinaire** actif en droit des affaires et spécialisé dans le domaine des **contentieux complexes**.

DANS QUELS DOMAINES EVOLUONS-NOUS ?



Droit Bancaire & Financier

- Contentieux
- Transactions
- Aspects règlementaires (regulatory)
- Aspects contractuels



Droit Commercial - Droit des Sociétés

- Transactions commerciales
- Contentieux d'actionnaires
- Réorganisations et procédures collectives et d'insolvabilité
- Private Equity
- Droit du sport
- IP & IT



Contentieux

- Contentieux commercial
- Contentieux immobilier
- Contentieux administratif
- Droit du travail et droit social
- Droit pénal des affaires
- Droit de l'environnement

NOS ACTUALITÉS



L'étude reçoit en 2021 la distinction « **Meilleur Cabinet Luxembourg** » au Sommet du droit de Paris



Finalistes 2021 & 2022 du titre « **European litigation team of the year** » aux The European Lawyer awards



INTÉRESSÉS ?

ENVOYEZ-NOUS VOTRE CV !



www.brucherlaw.lu
hr@brucherlaw.lu
+352 26 02 71

QUE PROPOSONS-NOUS ?

Nos collaborateurs, **innovants et polyvalents**, apportent des **solutions sur mesure** aux entreprises et aux entrepreneurs.

Vous vivrez une expérience professionnelle riche en challenges et en opportunités, au sein d'un cadre de travail agréable et équilibré.

- ✓ Nous pouvons vous proposer un **STAGE** d'une durée minimale de 4 semaines, conventionné avec votre université ou non.
- ✓ Suivant profil, une embauche en tant que **JURISTE**, dans l'attente de l'obtention de votre diplôme de cours complémentaires en droit luxembourgeois est possible.
- ✓ Enfin, nous proposons des contrats de collaboration **JUNIOR ASSOCIATE** si vous avez réussi les cours complémentaires en droit luxembourgeois.

NOTRE FUTURE RECRUE...



- est diplômée ou en cours d'acquisition d'un **Master 2 en droit** ;
- à de bonnes capacités d'**analyse** ;
- maîtrise l'**anglais**, toute autre langue est considérée comme un atout ;
- est investie, **persévérante**, sérieuse ;
- à des facilités à s'adapter dans un environnement **multiculturel**.



TÉMOIGNAGES

Benjamin, Stagiaire puis Juriste

*"J'ai pu exécuter beaucoup de tâches différentes se référant à des matières très diverses et cela m'a permis de **comprendre** plus concrètement ce qu'était le droit.*

La porte des collaborateurs m'était toujours ouverte pour d'éventuelles questions.

*Je suis sorti de cette expérience **plein de motivation** pour terminer mes études et essayer d'intégrer définitivement l'équipe !"*



Spoiler alert : il a effectivement rejoint notre équipe !

Pol, Stagiaire

"J'ai été très bien accueilli à l'étude et dès le premier jour je me sentais comme si je faisais partie de l'équipe depuis longtemps. Tout le monde était à l'écoute et prenait du temps pour répondre à mes questions et me guider dans mes tâches."

INTÉRESSÉS ?

ENVOYEZ-NOUS VOTRE CV !



www.brucherlaw.lu

hr@brucherlaw.lu

+352 26 02 71

COURS COMPLÉMENTAIRES EN DROIT LUXEMBOURGEOIS

Les cours complémentaires en droit luxembourgeois (les « CCDL ») composent une formation ayant pour objectif de familiariser les futurs juristes de la place luxembourgeoise avec les particularités du droit luxembourgeois.

Note importante : les CCDL sont actuellement en cours de réformation. Le programme et la procédure tels que décrits ci-après correspondent à la formation actuellement en vigueur. L'ANELD appelle à la caution des étudiants, car la nouvelle réforme des CCDL pourra entrer en vigueur pour l'année scolaire 2022 - 2023. Les modifications principales de la réforme tiennent en l'introduction d'un examen d'entrée aux CCDL, de l'abolition de l'homologation et du remplacement de l'examen de fin de stage judiciaire (l'avoué) par des contrôles continus tout au long du stage. Le projet de loi peut être consulté sur le site de la Chambre des Députés sous le numéro de dossier 7958.

La réussite des CCDL est une condition d'accès aux professions juridiques libérales (avocat, huissier de justice et notaire), mais également aux fonctions publiques étatiques et communales (magistrat, fonctionnaire), non seulement pour les étudiants ayant suivi un parcours juridique dans une université étrangère, mais également pour les étudiants ayant effectué l'intégralité de leur cursus à l'Université du Luxembourg.

Les dates

Les CCDL commencent le 1er octobre de chaque année et s'achèvent le 15 avril de l'année suivante.

Le contenu

Les matières enseignées sont réparties en trois groupes : (i) institutions et procédures, (ii) matières fondamentales, et (iii) matières spécialisées.

Pour plus de détails, prière de consulter le programme d'enseignement officiel.

Les critères de promotion

Chacune des matières choisies fait l'objet d'un contrôle des connaissances par voie d'examen écrit noté sur 20 points (moyenne requise pour validation : 10 points). Aucune compensation

n'est possible. Une session de rattrapage pour les matières non validées lors de la session ordinaire est néanmoins prévue. Les candidats ayant conservé une note inférieure à 10 points dans une ou plusieurs matières après la session de rattrapage sont admis à se réinscrire, sans limites aux CCDL, tout en conservant le bénéfice des matières validées pour une période maximale de deux années suivant l'échec initial.

Les langues

Les CCDL et examens y relatifs sont organisés en français et peuvent comporter des éléments d'allemand. En effet, un candidat n'ayant pas suivi l'enseignement primaire ou secondaire luxembourgeois et/ou allemand devra apporter la preuve des niveaux suivants lors de son inscription sur la liste II du barreau (Cadre européen commun de référence) : luxembourgeois : B2 compréhension orale, B1 expression orale & allemand : B2 compréhension orale, B1 expression orale, B2 compréhension écrite.

Les conditions d'accès aux CCDL

L'accès aux CCDL est réservé aux titulaires d'un grade de master de droit émis par l'Université de Luxembourg et aux titulaires d'un diplôme étranger en droit homologué conformément au règlement grand-ducal du 10 septembre 2004, fixant les critères de l'homologation des titres et grades étrangers.

Il est important de clarifier, en ce sens, que l'Université de Luxembourg octroie le grade de Master uniquement après l'accomplissement d'un programme entier de deux années et 120 ECTS, ce qui implique qu'il n'est pas possible d'accéder aux CCDL après l'accomplissement d'une première année de Master.

L'homologation des diplômes étrangers

La demande d'homologation doit être déposée auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, avant le début des CCDL. Les diplômes étrangers doivent, sans dérogation possible, conférer un grade d'enseignement juridique supérieur reconnu par le pays d'origine ou y donner un accès à la profession d'avocat ou au stage préparatoire à celle-ci.

Le diplôme doit sanctionner un cycle d'études de droit, à temps plein, d'une durée minimale de

quatre années (ou huit semestres ou douze trimestres), ou à temps partiel, prévu par les autorités compétentes, à condition que la durée totale, le niveau et la qualité de cette formation ne soient inférieurs à ceux de formations à temps plein.

À titre d'illustration, les universités françaises octroyant de manière générale le grade de Master à partir de l'accomplissement d'une maîtrise en droit (« Master 1 »), le détenteur d'un tel diplôme, est admissible aux CCDL sous condition d'homologation.

À titre comparatif, les universités belges n'octroient le grade de Master qu'en cas d'accomplissement de deux années de programme et validation de 120 ECTS y relatifs. Cela implique qu'un étudiant ayant effectué et réussi une première année de Master en Belgique n'est pas admissible aux CCDL.

Le diplôme présenté à l'homologation doit par ailleurs sanctionner l'enseignement des matières suivantes :

- i. droit civil (4 semestres minimum) ;
- ii. droit commercial (2 semestres minimum) ;
- iii. droit pénal ou procédure pénale (2 semestres minimum) ;
- iv. droit international privé ou public (2 semestres minimum) ;
- v. droit constitutionnel ou administratif (2 semestres minimum).

En cas de question quant à la qualification des différentes matières (p. ex. le droit européen en tant que droit international, le droit des sociétés en tant que droit commercial, etc.) il est judicieux de prendre contact avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Finalement, le droit enseigné doit correspondre dans ses conceptions fondamentales aux principes généraux du système juridique luxembourgeois.

Concernant la constitution et le dépôt de la demande d'homologation l'ANELD renvoie vers les indications figurant sur le site du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Inscriptions et réinscriptions

Les inscriptions aux CCDL se font directement auprès du Ministère de la Justice.

La rémunération

Pendant la durée normale des cours complé-

mentaires, du stage judiciaire et du stage notarial, les stagiaires touchent une indemnité mensuelle de EUR 150.

Quelques conseils pratiques

Certains jeunes diplômés se posent la question de comment organiser au mieux le passage des CCDL et surtout comment réussir ces derniers. Cette question n'est pas dénuée de tout sens puisque bon nombre d'étudiants ont suivi un parcours juridique à des universités, où très souvent, l'accent est plutôt mis sur la théorie que sur la pratique. A contrario, les CCDL sont orientés fondamentalement vers la pratique, ce qui s'avère également essentiel pour préparer les stagiaires à l'exercice de nombreuses professions juridiques. Il est donc recommandable aux stagiaires ayant suivi un enseignement théorique de se familiariser avant ou en cours du passage des CCDL avec le système luxembourgeois très axé vers la pratique, notamment en faisant beaucoup de stages dans le milieu juridique.

Ceci dit, bon nombre de cabinets de la place exigent ou recommandent aux jeunes collaborateurs qui sont en cours de passage des CCDL de travailler en même temps au sein de leur Étude, tout en leur permettant la répartition entre le travail dans l'Étude, d'une part, et la participation aux cours et examens dans le cadre des cours complémentaires, d'autre part.

Or, la décision de travailler lors des CCDL doit être mûrement réfléchie. Étant donné que le nombre d'heures des cours a été fortement réduit lors de la réforme des CCDL en 2018, il s'avère dorénavant parfois nécessaire d'approfondir soi-même certaines matières afin d'être au niveau exigé par les professeurs, et ceci d'autant plus si la matière choisie n'a pas fait l'objet d'un enseignement approfondi dans le cadre de la formation universitaire. La décision de travailler est donc une décision personnelle qui doit être prise par chaque stagiaire selon ses besoins et capacités individuelles.

Enfin, les CCDL attirent chaque année bon nombre d'étudiants en provenance de nos pays limitrophes qui ne sont pas familiers avec les langues officielles au Luxembourg. L'ANELD conseille fortement à ces personnes de suivre, le cas échéant, dès le début des CCDL, ou même avant le passage des CCDL, des cours de luxembourgeois et d'allemand pour éviter tout problème de compréhension, que ce soit lors des cours ou lors des examens.

ANELD CAREER DAY





Une foire de recrutement innovée - Après 37 éditions de la « Rencontre Entreprise Étudiants », une foire de recrutement pour les étudiants en droit et en sciences économiques, le comité de l'ANELD s'est lancé dans un nouveau défi et a accueilli en décembre 2022 la première édition du « Aneld Career Day » au Congrès européen.

Organisé exclusivement pour les étudiants en droit, le Aneld Career Day n'est pas une foire de recrutement comme toutes les autres. Le Aneld Career Day est événement de réseautage ayant comme objectif d'offrir aux étudiants luxembourgeois et étrangers une journée dédiée aux diverses et multiples professions du droit. Ainsi, que l'étudiant en droit soit à la recherche d'un stage ou non, simplement désireux de participer à des ateliers ou encore rencontrer d'autres étudiants et personnalités de la place, il y trouve son programme.

En décembre 2023, la deuxième édition du Aneld Career Day sera organisée au Congrès européen.



BIG
TALENTS
NEED
A
PLACE
TO
MEET
EACH
OTHER

ANELD CAREER DAY





Your Needs, Our Mission. Your Trust, Our Reward.

@Cedric Letsch | Unsplash

Which career path are you looking for?

MOLITOR Avocats à la Cour, established in 1996, is a respected independent law firm in Luxembourg with a wide international network. Local and international clients rely on us for our recognised expertise in matters and disputes involving Luxembourg law. Our multi-disciplinary and multi-national team serves all major economic sectors.

Our practice groups

- Banking & Finance
- Business & Commercial
- Corporate & M&A
- Employment, Pensions & Immigration Insurance
- Insolvency and Restructuring Litigation & Dispute Resolution
- Media, Data, Technologies & IP Alternative Dispute Resolution & Mediation
- Real Estate, Construction & Urban Planning
- Tax & Estate Planning
- German Desk
- China Desk

Get in touch!

MOLITOR Avocats à la Cour SARL
8, rue Saint-Zithe, P.O. Box 690
L-2016 Luxembourg

Phone: +352 297 298 1
Fax: +352 297 299

info@molitorlegal.lu
www.molitorlegal.lu

What we offer

Interesting and diverse areas of work

You will be working in the exciting business environment of an independent law firm. We advise on many complex and stimulating matters for our domestic and international clients. This will create outstanding opportunities for you and will give you exposure to a wide range of work and clients throughout your career. Our practice areas are Banking & Finance, Business & Commercial, Corporate & M&A, Employment, Pensions & Immigration, Insurance, Insolvency & Restructuring, Litigation & Dispute Resolution, Media, Data, Technologies & IP, Real Estate, Construction & Urban Planning, and Tax & Estate Planning. This variety will enable you to expand your professional experience in terms of industries and sector knowledge. From the outset of the global pandemic, we provided our clients with webinars, thereby strengthening our digital presence. We hope to soon resume social events including annual gatherings, drinks, team and breakfasts.

The floor is yours!

Thanks to the size of our firm, you can work directly with more experienced lawyers and partners right from the start. The departments are very cohesive and work well together on complex matters requiring specialisms from our various practice areas, so you can both specialise in a particular practice area and broaden your experience.

Multi-national and multi-lingual team

We mirror our clients' diversity in our own team and attract talent from across Europe, and further afield. There are several nationalities working at MOLITOR at present, and we also offer our clients a German Desk and China Desk.

What makes a great working day at MOLITOR and what makes you feel like a valuable contributor?



Emilie Probst, Associate

Working from the outset on a diverse range of files, alongside skilled colleagues who are all passionate about their work, gives a sense of being valued and esteemed. Each morning brings a new challenge and this, together with being part of an open, engaging team, makes for a great working day at MOLITOR.

Our workplace is founded on service excellence, integrity & trust, approachability, and teamwork.

We live our culture through our core values every day and we balance hard work and the highest levels of professionalism with an atmosphere of friendship and fun to create value for both our people and our clients. To do that we walk the talk, while building long-lasting business relationships and developing them into a bond of trust: we are approachable, contactable and uphold the highest standards of integrity in everything we do. We have a robust internal social network which promotes a cycle of respect, trust and candour within the firm.

Personal growth and teamwork matter to us

We take genuine interest in our people and we understand what motivates them. We recognise the positive contributions our employees make, and we identify talent and constantly review how that talent can be improved within the firm's internal structure and how careers can be progressed. Your ongoing development will include regular internal and external training to make sure you have everything you need to solve our clients' challenging issues. We embrace change, foster and encourage an innovative culture by sharing and constantly improving our professional experiences, the ways we work together and the services we offer to our clients.

Pro bono work

Our commitment to contributing to our communities is part of our culture and we see pro bono work as a complementary part of our everyday commercial activity. We encourage our team to contribute to the development of the local economy and the improvement of quality of life within our society, by providing free-of-charge legal assistance to selected charitable causes.

Are you looking for a challenge?

People are at the heart of our business and we continuously seek talented, energetic, dedicated and experienced individuals to create high performing teams, who will contribute to the continuing success of our firm and our clients. Ideal candidates will have a Master I or Master II in law. Excellent academic credentials and qualities such as willingness to learn, approachability and teamwork are key traits. If you are looking for hands-on experience in a friendly environment while gaining valuable legal experience please send your application to recruitment@molitorlegal.lu

CHALLENGERS.

SEE THE BIGGER PICTURE.

HAVE THE BIG IDEAS.

MAKE THE BIG DEALS.

WE ARE SEEING THE FUTURE.

WE ARE THE FUTURE.

A WAY THAT GOES BEYOND BORDERS.

TAKING US FROM LARGEST TO LEADING.

FROM NOW TO NEXT.

OPPORTUNITIES TO SHAPE AND DEFINE

WHAT LAW LOOKS LIKE NEXT.

ACCEPTED.



Dentons is proud to have a team of talented lawyers who deliver high-quality legal services, adopting approaches to practicing law and providing excellent client service. In order to attract and retain exceptional talent, Denton's approach to build successful and sustainable careers for our lawyers must be supportive, flexible and tailored to individual.

Legal Excellence, globally

Dentons is home to top-tier talent that is found at the intersection of geography, industry knowledge and substantive legal experience. With us you will have the opportunity to cooperate with and learn from top legal specialists all over the world, opening up the opportunity to work on some of the largest and most complex multi-jurisdictional deals. Always growing, we are committed to being the law firm of the future not just by size but by quality and innovation. We have put legal technology innovations at the forefront of our strategy and have created the NextLaw referral network. This global legal referral network unlike any other, was created by Dentons to help Dentons and other law firms connect to secure the best legal talent across the world for our clients. We have also developed the NextLaw Labs, the industry's first and leading legal technology and innovation advisory.

Collaboration

We are not building silos of individual practitioners. With cross region collaboration as one of our closest held values, we focus on developing client relationships that capitalize on our international platform; using the strength of our international practice group network to develop international deals.

Learning and development opportunities

You will also be able to develop the business and technical skills that are important to you. We carry out comprehensive holistic trainings that will deepen your knowledge in such areas as business development, leadership, program management, negotiations. Our award-winning learning and development program NextTalent will help you become the lawyer of the future now – dynamic, curious, adventurous, and challenging the status quo. You will have access to the world's number one e-learning platform Percipio offering interactive and on demand learning across hundreds of different channels. Investing in skills of the future has become a core part of our culture. With this in mind we have created the pioneer and award-winning Mindfulness program which uses regular mindfulness meditation to develop core elements of emotional intelligence, such as self-awareness, emotional self-regulation, social skills and empathy.

As diverse as you are

In all our offices around the world, Dentons is committed to promoting the rich and diverse culture of the Firm and to creating a dynamic and inclusive work environment. We provide a flexible environment where everyone respects, supports and learns from our collective skills, talents and differences. It is an integral part of our business strategy and a key element of Dentons' stated goal to attract, support, promote and retain individuals from all backgrounds, inclusive of race, ethnicity, faith, religion or spiritual beliefs, gender, gender identity, age, sexual orientation, abilities, social perspective and other characteristics.



Jennifer Marshall
HR Executive

Tel: +352 46 83 83 238

jennifer.marshall@dentons.com

LE
CONCOURS
DE
PLAIDOIRIES

CELUI QUI SAIT PLAIDER, SAIT CONVAINCRE

Nous connaissons tous les séries Netflix sur les avocats (Suits, How to get away with murder, Better call Saul, etc.) et les plaidoiries emblématiques qui y figurent.

Or, un grand nombre d'étudiants en droit n'a jamais eu l'occasion de se lancer dans l'exercice de la plaidoirie dans le cadre de ses études de droit, voire de tenir une présentation devant un groupe de travaux dirigés. Par conséquent, la majorité d'entre nous fait découverte de cet exercice une fois les CCDL accomplis, en tant qu'avocat stagiaire.

Ainsi, afin de permettre aux étudiants luxembourgeois de s'exercer dans l'art oratoire dès la première année d'études, l'ANELD a décidé de créer le concours de plaidoiries.

Le concours est ouvert à tous les membres de l'ANELD (étudiant en Bachelor/Licence, Master, LLM, ou candidat aux CCDL), qui, en tant que participants, sont amenés à préparer une plaidoirie sur un sujet juridique, avec un éventuel attrait philosophique et/ou politique.

Le concours est divisé en deux phases : un premier tour sans adversaire direct, et une grande finale dans le cadre de laquelle les deux finalistes s'affrontent l'un l'autre. L'objectif du concours est de permettre aux finalistes de vivre une expérience inoubliable. À cette fin, les finalistes se voient attribuer des coachs (avocats) qui les assistent et conseillent dans leur préparation. Le jour J, ils ne mettront non seulement une robe d'avocat, mais auront également l'occasion de plaider dans des locaux prestigieux, devant un jury de renommé.

La première édition en 2021 a confirmé l'intérêt que les étudiants luxembourgeois portent pour ce concours. Lors de cette édition les finalistes, et notamment le lauréat, Christophe Felten, ont été coachés par Me Philippe Harles et Me Henry De Ron respectivement. Ils ont plaidé dans les locaux de la Chambre de Commerce, devant un jury de renommé composé de Madame Valérie Dupong (Bâtonnière au moment du concours), Madame Simone Flammang (Premier Avocat général au moment du concours) et Maître Philippe Sylvestre (Président de la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg au moment du concours).

Le succès du concours auprès des membres de l'ANELD s'est considérablement renforcé lors de sa deuxième édition en février 2022. C'est ainsi que les deux finalistes, Madame Déborah Fürst et le lauréat, Monsieur William-Alexandre Toublanc, coachés par Me Hervé Hansen et Me Henry De Ron respectivement, ont eu le privilège de plaider dans les locaux de la Cour de Justice de l'Union européenne, devant Monsieur Jean-Claude Wiwinius (ancien Président de la Cour Supérieure de Justice et de la Cour constitutionnelle), Madame Elisabeth Ewert (Avocat général au moment du concours) et Me Géraldine Mersch (Vice-Président de la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg au moment du concours).

Le Comité de l'ANELD espère pouvoir continuer l'organisation du concours dans les prochaines années et se réjouit de tous les orateurs qui décident de relever ce défi.

CONCOURS DE PLAIDOIRIES



LE GALA DE DROIT

Le Gala de Droit est un événement annuel destiné exclusivement aux membres et partenaires de l'ANELD pour fêter, entre amis et collègues, la fin de l'année académique.

En 2022, le comité a organisé le gala de droit au au Skybar à Bertrange. Avec des actes musicaux, un voyage culinaire haut de gamme et une ambiance festive au plein centre-ville de la capitale, le gala fut un franc succès, malgré les restrictions sanitaires.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez quelques beaux instants mémorisés en photographies.

GALA DE DROIT



GALA DE DROIT



ASSOCIÉ AU SEIN DU DÉPARTEMENT
SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS
ARENDE & MEDERNACH

LES ENJEUX ET DÉFIS DE LA FINTECH

La finance est en train de se réinventer à l'aide des nouvelles technologies. Que faut-on entendre par la notion de « Fintech » ?

MARC MOUTON Le terme « FinTech » est couramment utilisé plus pour désigner les nouvelles technologies utilisées pour fondamentalement changer et améliorer la manière dont les services financiers sont prestés (le terme anglais de « disruption » est souvent utilisé dans ce cadre). Ces technologies sont utilisées à la fois par des nouveaux entrants afin de concurrencer les acteurs établis, ainsi que par ces derniers afin de moderniser leur offre.

Comment est-ce que la FinTech innovera les marchés financiers du futur ? Quelles sont les avantages ?

La FinTech s'étend à de nombreux domaines. On peut notamment citer les suivants (sans être exhaustif) :

1. le domaine des crypto-actifs ou « tokens » et autres utilisations de la technologie « blockchain » : par exemple les monnaies virtuelles ou la représentation au sein de « tokens » de droits ou d'actifs afin de permettre leur inscription et circulation au sein de registres de données partagés (distributed ledger technology ou blockchain) qui offrent certains avantages en matière de sécurité de traçabilité des transactions ;
2. le domaine de la « regtech » : le développement de solutions technologiques permettant de se conformer plus aisément aux exigences

réglementaires applicables ;

3. le domaine de l'« insurtech » : l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine de l'assurance et de l'intermédiation en assurance ;

4. le domaine de la « paytech » : l'utilisation des nouvelles technologies pour offrir des nouveaux moyens de paiements ou moderniser les moyens actuels ;

5. le domaine de la « big data » et de l'intelligence artificielle : l'exploitation et l'analyse de quantités importantes de données afin de détecter par exemples des tendances / évolutions / comportements pouvant être utiles pour fournir des services de façon optimisée ;

6. le domaine de la « fundtech » : l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine des fonds d'investissement et de leurs fournisseurs de services ;

7. le domaine du « crowdfunding » : faciliter les investissements et prêts entre personnes ;

8. le domaine du « robo-advice » : la prestation automatisée de certains services financiers tels que le conseil en investissement ;

9. le domaine de la cyber-sécurité : indispensable pour que les services susmentionnés puissent être fournis dans un cadre sécurisé.

Les avantages sont généralement une « user experience » améliorée, des frais réduits et dans l'idéal une sécurité accrue pour les utilisateurs.

Quel domaine des marchés financiers va changer le plus à cause de ces nouvelles technologies ?

L'impact est assez généralisé, mais le domaine



des paiements sera probablement impacté de manière importante et à plus longue échéance les services d'investissement.

Quelles sont les dangers qui y sont liés ?

L'utilisation accrue de la technologie dans le secteur financier exige que les risques liés à l'utilisation de cette technologie soient de mieux en mieux maîtrisés – d'où l'importance croissante des exigences en matière de cyber-sécurité et de protection des données.

Outre de nombreuses exigences déjà applicables dans ce domaine, il est à noter que les autorités européennes viennent d'adopter au sein du « Digital Finance Package » un projet de règlement dans le domaine de la cyber-sécurité.

D'autres considérations ont trait à la protection des utilisateurs des services en question. Alors qu'une grande partie des activités FinTech sont d'ores et déjà réglementées, les autorités étendent leur surveillance dans ce domaine. De nouveau, on peut citer le récent « Digital Finance Package » qui comprend également un projet de règlement européen relatif aux marchés des crypto-actifs.

Enfin, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a son importance dans le domaine FinTech, comme dans tous les domaines de la finance. Il est à noter que la Cinquième Directive Anti-Blanchiment a d'ores et déjà étendu l'application des règles pertinentes aux prestataires de services d'échange de monnaies virtuelles et aux prestataires de services de portefeuilles de conservation de monnaies virtuelles.

Les « cryptocurrencies » gagnent de plus en plus en popularité. Vivra-t-on prochainement dans un monde régi par la monnaie virtuelle ?

La monnaie virtuelle a d'ores et déjà une existence indéniable et son utilisation tend à se généraliser de plus en plus.

De manière générale, sa valeur tend toutefois à être encore assez volatile et bon nombre d'acteurs intervenant dans ce domaine ne sont pas encore réglementés de sorte qu'une approche prudente est de mise.

Du point de vue des juristes, quels problèmes juridiques pourraient se poser ?

Le principal défi (assez passionnant!) pour les juristes est de déterminer comment les

« LA LUTTE
CONTRE LE
BLANCHIMENT
D'ARGENT ET
LE FINANCEMENT
DU TERRORISME
A SON
IMPORTANCE DANS
LE DOMAINE
DE LA FINTECH »



the leading business law firm in Luxembourg

Arendt is a place where talents thrive.

At Arendt, you will work in a team with inspiring and talented colleagues in a fast-paced and international growing environment. We make sure that our people have the opportunity to grow in their career paths and that they are rewarded for their dedication.

about Arendt

We are lawyers, regulatory consultants, business advisors, corporate and funds services experts.

We bridge the gap between legal advice and its implementation.

We adopt an integrated approach to solving our clients' business issues.

We are Arendt - the leading legal and business services firm in Luxembourg.

about Arendt & Medernach

Arendt & Medernach is the leading independent business law firm in Luxembourg. The firm's international team of 380 legal professionals represents clients in all areas of Luxembourg business law, with representative offices in Hong Kong, London, Moscow, New York and Paris. Our service to clients is differentiated by the end to end specialist advice we offer, covering all legal, regulatory, taxation and advisory aspects of doing business in Luxembourg.

practice areas

Administrative law, Property, Construction & Environment
 Bank lending & Structured finance
 Banking & Financial services
 Capital markets
 Commercial & Insolvency
 Corporate law, Mergers & Acquisitions
 Litigation & Dispute resolution
 EU Financial & Competition law

Employment law, Pensions & Benefits
 IP, Communication & Technology
 Insurance & Reinsurance law
 Investment management
 Private equity & Real estate
 Private wealth
 Tax law

**Bring value,
get value,
be valued.**



Quels sont vos domaines d'activité ?

Arendt & Medernach a une expertise de haut niveau dans tous les domaines du droit des affaires couvrant notamment les fonds d'investissements, le Private Equity & Real Estate, le droit des sociétés-fusions/acquisitions, le droit fiscal et le droit bancaire et financier.

Quels sont les points forts de votre étude ?

Arendt & Medernach est un cabinet luxembourgeois indépendant de premier plan. Notre expertise de haut niveau est reconnue dans tous les domaines de compétences et nous tenons le plus grand nombre de top tiers rankings dans les « international league tables ». Ceci nous permet d'offrir à nos clients un éventail complet de services juridiques et de conseil, adapté à leurs besoins particuliers.

C'est donc un contexte idéal pour offrir à nos collaborateurs un environnement de travail de choix. Nos collaborateurs sont rapidement exposés à des missions d'envergure internationale, l'organisation du travail favorise la diversité des expériences et des cultures, la mobilité, l'apprentissage dans un esprit de partage et d'équipe.

Bénéficiez-vous d'un réseau international ?

L'étude a des bureaux de représentation établis à Dubaï, Hong Kong, Londres, Moscou, New-York et Paris pour servir et développer sa clientèle internationale. Par ailleurs l'étude fait partie du plus important réseau mondial de cabinets indépendants « Lex Mundi ». Ce réseau, nos clients, nos bureaux de représentation sont autant d'opportunités de secondments pour nos collaborateurs.

Est-ce que votre étude/entreprise offre des activités en dehors du quotidien ?

Comme nous aimons le dire, nous travaillons beaucoup pour l'excellence mais les moments de détente sont à hauteur et partie intégrante de nos valeurs. Les moments de rencontre se font à tous les niveaux dans l'organisation, que ce soit à l'échelle globale pour un week-end ski annuel devenu mythique et le traditionnel repas de Noël, ou à l'échelle des

équipes pour des activités de team building. Aussi à l'initiative des collaborateurs nous avons par exemple une équipe de foot, une chorale, une préparation au marathon de Luxembourg, etc. Il est rare qu'une semaine se passe sans un évènement social.

A partir de quelle année d'études occupez-vous des stagiaires ?

L'étude accueille annuellement plus de 75 stagiaires, principalement aux niveaux Master 1 ou Master 2 en droit.

Comment se présente en premier lieu l'encadrement du stagiaire au sein de l'étude, en deuxième lieu son suivi pendant le temps du stage et en dernier lieu, son départ ?

L'étude donne la possibilité aux stagiaires d'intégrer une équipe (en principe entre 5 et 40 personnes), composée essentiellement d'un associé et de collaborateurs de différents niveaux d'expérience.

Dès le premier jour de stage, les stagiaires participent aux présentations et formations d'accueil leur donnant les clés d'utilisation des outils et de l'environnement de travail. Ils sont suivis par un tuteur issu de l'équipe dans laquelle ils travaillent et en parallèle ils ont une personne de contact au sein des Ressources Humaines qui les suit pendant et après leur stage. Très vite les stagiaires sont mis dans le bain au sein de l'équipe. Ils ont la possibilité de travailler avec tous les membres de l'équipe et ils interviennent sur des dossiers juridiques pour une clientèle nationale et internationale. Ils effectuent des recherches juridiques, rédigent des documents juridiques, participent aux conférence calls avec le client et d'une manière plus générale, ils participent à la vie des dossiers.

Afin de leur permettre de se former au mieux pendant le stage, les stagiaires ont la possibilité de participer aux formations et aux séminaires qui sont proposés aux collaborateurs de l'Etude.

Avant le départ, les stagiaires ont un entretien de fin de stage avec les Ressources Humaines qui permet de faire le point sur le stage et pour discuter des projets futurs du stagiaires.

MANAGING PARTNER
ELVINGER HOSS PRUSSEN

CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY

Manou Hoss, Dir sidd Managing Partner bei Elvinger Hoss, Member vum Conseil d'Administration au Comité Exécutif vun der Croix Rouge, Präsidentin vun der lokaler Sektioon vun der Croix Rouge an der Stad Lëtzebuerg, Member vum "Leaders of Tomorrow Forum" deen sech fir d'Diversitéit an d'Inclusioun am Domaine vum Management asetzt, an domat hu mir nëmmen puer vun Ären Engagementer genannt. Wat huet Iech dozou beweegt Iech sou aktiv sozial an virun allem fir d'Chancéglaichheet z'engagéieren?

MANOU HOSS Ech hunn schonn als adolescent bei der Croix Rouge gehollef an mech am Lycée fir Chancéglaichheet angesat. Wat mech dozou bruecht huet mech weider ze engagéieren ass d'Erkenntnis dass een d'Welt zwar net kann änneren mee et kann een ronderem sech selwer eppes änneren fir e bessert Zesummeliewen vun den Communautéiten an deen klengen Impakt ass wichtig.

Zanter dësem Joer gétt et an der Belsch en "Code du droit des femmes". Wéi gesäit et zu Lëtzebuerg punkto Legislatioun an där Matière aus? Kënnen mir eis mat den aktuellen Dispositiounen zefriden ginn?

Ech léieren haut vun iech dass et an der Belsch den „Code du droit des femmes“ get.

Dat schéngt mer e flotten Levier fir weider no fir ze kommen.

D'World Bank huet am Januar dëst Joer en Ranking publizéiert (Les femmes, l'entreprise et le droit 2020) wou se 8 Indicateuren analyséiert huet (Mobilité, Travail, Rémunération, Mariage, Parentalité, Entrepreneuriat, Actifs et Retraite) dobäi kennt eraus dass en moyenne weltwäit

d'Fraen $\frac{3}{4}$ vun den Rechter vun de Männer hunn.

Laut dëser Etude ass zou Lëtzebuerg eng 100% legal Egalitéit (en tout nëmmen 8 Länner op der Welt) an awer wëssen mir dass d'Fraen och an deenen 8 Länner an also och zou Lëtzebuerg ëmmer erëm Victime sinn vun Inegalitéiten an Non-respect de la loi.

Et geet also net duer wann d'Base legale do ass och d'ganz Gesellschaft muss sech géint Diskriminatioun an Violence asetzen fir dass eng reel Egalitéit entsteet.

D'UIA (Union Internationale des Avocats) huet an deem Kontext en interessant Buch, Le statut des femmes et l'état de droit (chez Bruylant), eraus gin ënnert der Direktioun vun onsem confrère Me Alain Grosjean (wou ech mat Freed mat gemaach hunn); et ass evident dass nach ganz vill ze maachen ass an mir eis net kennen zefriden gin bis d'Fraen an d'Meedercher protégéiert sinn géint Diskriminatioun an Violence.

Wei der wësst, ass d'CSR Engagement haut nemmi eweg ze denken aus deenen meeschten groussen Entreprises. Wie géift dir engem deen sech nach net domat ausernee gesat huet dësen Begrëff erklären a wei sëtzt Elvinger Hoss d'Prinzipien vun enger nohalteger Businessentwicklung em?

CSR d'Entreprise zitt sech wéi e roude Fueдем duerch eis Aarbecht an dat betrëfft souwuel déi intern wéi och déi extern Aspekter. Déi eischte Responsabilitéit ass intern, vis-à-vis eisen Independanten an Salariéen fir en Ëmfeld ze créieren wou et flott ass ze schaffen an een seng Carrière a seng Kompetenzen kann develop-

péieren. Déi 2. Responsabilitéit concernéiert ons Clienten, fir dass eis Ekippen fir si déi beschten Léisung effikass an rapide fannen. E manner visibelen Aspekt vun eisem Engagement, ass den Impakt op Finanzplaz Lëtzebuerg. Mir sinn engagéiert an villen professionellen Associatiounen fir eng zolidd Finanzplaz ze erhalen, déi vu Gesetzer an Professionellen encadréiert ass déi hier erlaaben sech positive ze developéieren.

Doriwwer eraus ënnerstëtzen mir eng Rei Partner ONG'en déi sech asetzen fir d'Leit déi am besoin sinn zou Lëtzebuerg an op der Welt. Do sichen mir durablen Partneriater an versichen ons Ekippen an déi Aarbecht z'involveren.

Wie involvéiert si dir als Managing Partner un den Initiativen déi am Kader vun der CSR geholl ginn?

Dat ass mein perséinlechen Dada mee mir hunn vill Associéen déi aktiv sinn am CSR Domaine an mir hunn en CSR Committee vun Associéen déi mat onsem General Manager ons Politik ausschaffen an Akzenter fir ons grouss Projeten setzen. Fir 2021 hunn mir als Projet den pro bono méi ze developéieren an ons Politik d'écologie an climate change auszebauen.

EHP war een Virreider wat CSR zu Lëtzebuerg ugeet. Mengt dir dass äert Engagement an dem Beräich och gehollef huet Iech an aneren Beräicher no fir ze bréngen, déi vielläit méi no um "core Business"?

Ons CSR Politik bréngt eis an onsem core business ganz sécher no fir.

Si erlaabt onsen Memberen sech mat där Thématique CSR op hirem lieu de travail ausermaner ze setzen an hiren eegenen Sënn vun Responsabilitéit ze developéieren.

Ons vill Projeten mat ONG'en gëtt onsen Memberen Geleeënheet aktiv ze gin duerch Benevolat, Spenden oder pro bono de compétence. Mir informéieren an ënnerstëtzen sie dobäi.

Ons Diversity and Inclusion Politik déi mir als Deel vun onser CSR Politik gesinn huet ons iwwert d'Joren erlaabt dass mir eng ganz diverse Ekip sinn, méi wéi 26 Nationalitéiten schaffen bei Elvinger Hoss an vun onsen jonken Associéen sinn méi ewéi 40% Fraen. Et ass haut gewosst dass d'Ekippen wou Diversitéit eng Roll



spillt besser schaffen an daat ass essentiell fir onsen core business.

« MËI WÉI 26
NATIONALITÉITEN
SCHAFFEN BEI
ELVINGER HOSS
AN VUN ONSEN
JONKEN ASSOCIÉEN
SINN MËI EWÉI 40%
FRAEN »

Photo : Elvinger Hoss Prussen

ELVINGER HOSS

LUXEMBOURG LAW



WHAT ARE YOUR FIELDS OF EXPERTISE?

Independent in structure and spirit, Elvinger Hoss Prussen guides clients on their most critical Luxembourg legal matters. Our firm was founded in 1964 by lawyers committed to excellence and creativity in legal practice. Since then, we have shaped a firm fit for one purpose; to deliver the best possible advice for businesses, institutions and entrepreneurs.

Our work is organised into 4 core practice groups:

- Asset management and investment funds
- Corporate, Banking & Finance
- Tax
- Dispute resolution and commercial.

WHAT MAKES YOU DIFFERENT?

Our independent spirit ! For us, being independent is as much about our spirit as it is about our structure. We work hard to defend our distinctive culture. We have high expectations of each other, which underpins the exacting standards of our client work.

You will find every member of our firm shares a strong commitment to our values:

- A sense of ownership. We act as stewards in upholding the firm's culture and reputation.
- Personal satisfaction. We seek satisfaction in setting and surpassing the highest standards for ourselves, in internal and client work.
- Opening opportunities. We are driven to support the evolution of Luxembourg as a financial centre, through ongoing contribution to legislative development and origination of new legal structures.
- Mutual support and respect. We take an ethical approach in all instances; we are proud to uphold the integrity of the Luxembourg Bar.

ARE YOU PART OF AN INTERNATIONAL NETWORK?

We choose not to have formal affiliations, but regularly work alongside some of the most respected firms in the world, who share our commitment to technical excellence.

Through these daily interactions, you will gain exposure to best practice in law across various jurisdictions - we often exchange seminar programmes with peer firms.

Through our Hong Kong office and our New York desk, and our relationships with clients and other law firms, we can offer you the opportunity to work abroad on secondment.

INTERNSHIP, WHAT DO YOU OFFER?

We offer 4- to 6-week internships for undergraduates (L3) and masters students, and longer periods for master complémentaires (M2) or LLM students. You can take your internship throughout the calendar year, depending on your university commitments. Completing an internship will shape your view on life as a professional lawyer. We see it as a great opportunity to get to know each other in real conditions – indeed many of our previous summer trainees are now part of the future of our firm.

We take great care in creating a programme that will both challenge you intellectually and develop you personally, including:

- unique professional insight – you will benefit first-hand from the tutelage of a partner or counsel and receive daily guidance from an associate.
- variety of experience – you will work in at least two areas of practice (from asset management and investment funds, corporate banking and finance, and dispute resolution).
- practical experience – your role is to assist our lawyers in their work through a wide variety of tasks and discussion of client cases; in return they will give you helpful feedback and guidance.
- tailored training – you will receive an introduction to Luxembourg law, an appreciation of the type of transactions that we are involved in and what will be expected from you as future lawyers. We also organise visits to the Tribunal and the Court of Justice of the European Union.

FOR MORE INFORMATION PLEASE VISIT
WWW.ELVINGERHOSS.LU

**ELVINGER
HOSS**

LUXEMBOURG LAW

Free to grow
your own way

Meet us, Join us | careers@elvingerhoss.lu

— Since 1964 —

LUXEMBOURG | HONG KONG

Elvinger Hoss Prussen
www.elvingerhoss.lu

NEW YORK

Elvinger Sàrl PLLC
www.elvinger.us

ELVINGER HOSS PRUSSEN, société anonyme | Registered with the Luxembourg Bar | RCS Luxembourg B 209469 | VAT LU28861577
ELVINGER SARL | Registered with the Luxembourg Bar | RCS Luxembourg B 218214 | Acting as a PLLC through its New York branch

« LA TRANSITION DE LA FACULTÉ DE DROIT AU MONDE DU TRAVAIL EST CERTAINEMENT UN DÉFI ! »

QUELQUES QUESTIONS À

ANNE GUY-MOROCUTTI

JUGE AU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG

Quel est votre parcours universitaire... ?

ANNE GUY-MOROCUTTI J'ai débuté mes études de droit au Centre Universitaire du Luxembourg, qui est ensuite devenu l'Uni.lu. J'ai obtenu ma Licence et ma Maîtrise en droit à l'Université de Strasbourg.

Lors de mon année de Maîtrise, j'ai participé au programme d'échange Erasmus et je suis partie étudier en Belgique, à la KU Leuven. Mon choix s'est porté sur cette université pour son programme de Master en droit international et droit européen, dont les cours étaient dispensés en anglais, par des enseignants d'exception, comme l'actuel président de la Cour de Justice de l'Union Européenne, M. Koen Lenaerts. C'est également à la KU Leuven que j'ai suivi un cours d'introduction à l'analyse économique du droit ou « Law & Economics », qui est issu d'un courant de pensée américain visant à expliquer les phénomènes juridiques à travers leur impact économique.

C'est ce cours qui m'a incité à m'inscrire ensuite à un « Master in Law and Economics », un programme international avec une douzaine d'universités participantes, qui m'a permis d'étudier à Gand en Belgique, Rotterdam aux Pays-Bas et Haïfa en Israël.

Enfin, après quelques années de pratique en tant qu'avocate, j'ai pu réaliser mon rêve d'étudier à la « London School of Economics », où j'ai fait un « MSc (Research) Comparative Politics ».

Les expériences, académiques et personnelles, et les contacts que j'ai noués dans le cadre de ces deux Masters m'ont enrichie énormément et leur impact perdure jusqu'à aujourd'hui.

... et professionnel ?

J'ai débuté ma carrière d'avocate en tant que stagiaire dans le département « Banking, Labour Law and Real Estate » d'un cabinet d'affaires luxembourgeois faisant partie du « Magic Circle », qui regroupe les cinq « law firms » londoniennes les plus prestigieuses. Je me suis rapidement concentrée sur le droit bancaire et les fusions-acquisitions dans le domaine bancaire et financier. Ce fut un fabuleux terrain d'apprentissage et j'y ai découvert l'ampleur et le rayonnement international de la place financière luxembourgeoise, en conseillant des acteurs de premier plan.

Après avoir passé l'examen d'avoué, j'ai, pour des raisons personnelles, déménagé à Tel Aviv, où j'ai travaillé dans une « boutique law firm » locale orientée vers le marché international.

Riche de mon expérience précédente en droit bancaire, je me suis spécialisée en « project finance », en conseillant des clients locaux et internationaux sur la structuration financière de projets dans le domaine de l'énergie renouvelable.

Je suis ensuite revenue au Luxembourg, où j'ai d'abord réintégré le cabinet où j'avais débuté ma carrière, pour ensuite rejoindre un cabinet luxembourgeois en pleine croissance et enfin intégrer la magistrature en 2018.

Comment avez-vous vécu le passage des bancs universitaires au Barreau ?

La transition de la faculté de droit au monde du travail est certainement un défi ! À l'université on étudie le droit ; on réfléchit sur le droit, ses sources, son but, ses effets ; on l'analyse, on le critique. Les études ne sont guère axées sur la pratique du droit en tant que conseiller juridique d'un client qui, par exemple, souhaite savoir comment structurer un projet de financement ou qui a besoin d'une solution concrète et pragmatique pour optimiser un projet ou l'implémenter juridiquement.

Je me souviens très bien de l'une de mes premières tâches en tant que jeune stagiaire, qui illustre bien ce défi. Je devais rédiger un avis juridique sur l'interprétation d'une réglementation bancaire spécifique pour un des clients du cabinet. Je me suis lancée dans la tâche avec les outils que j'avais acquis à travers mon cursus universitaire : j'ai fait des recherches exhaustives, que j'ai présenté dans un avis sur 10 pages, divisé en 2 parties et 2 sous-parties. Mon maître de stage, après avoir lu l'avis, m'a d'abord loué pour ma diligence et l'exhaustivité de mes recherches, puis il m'a expliqué que les théories juridiques, les divergences doctrinales et les revirements jurisprudentiels n'intéressent guère le client, qui veut savoir quel impact la règle de droit aura sur son activité et quelles procédures il devra implémenter pour la respecter. Forte de cette perspective nouvelle, j'ai retravaillé l'avis pour en extraire l'essentiel et j'ai fini avec un avis de deux pages dont le contenu, rédigé en anglais « plain vanilla », était un guide pratique pour l'implémentation d'une règle de droit – exactement ce que le client attendait.

En quoi consiste le travail d'un avocat en droit bancaire au Luxembourg ?

Pour répondre à cette question, il faut commencer par expliquer la distinction entre conseil et

contentieux.

Le conseil a toujours été mon activité essentielle – je n'ai pas souvent eu l'occasion de mettre ma robe d'avocate pour aller plaider au tribunal lorsque j'étais avocate. Le conseil consiste à accompagner les clients dans leurs projets, qu'ils soient professionnels ou personnels, pour leur permettre d'atteindre le but souhaité dans le respect des règles de droit applicables et ce, dans tous les domaines et toutes les branches du droit, aussi bien le droit bancaire, qui était mon domaine de prédilection, que le droit de la construction ou le droit de la famille. Un avocat peut ainsi être amené à conseiller son client, par exemple, sur tous les aspects de la construction d'un immeuble (autorisations de bâtir, relations contractuelles avec les entreprises de construction, vente des lots composant l'immeuble, etc.) ou sur la création d'un fonds d'investissement (choix de la structure sociétale, obtention de l'agrément CSSF (Commission de surveillance du secteur financier), constitution du fonds, recrutement de personnel, conclusion d'un bail, rédaction des procédures internes, etc.) ou encore sur l'adoption d'un enfant ou la conclusion d'un accord pré-nuptial, pour ne citer que quelques exemples.

Ensuite il y a le contentieux, qui est souvent une solution de dernier ressort lorsqu'un désaccord entre deux, voire plusieurs personnes physiques ou morales, est tellement profond, tellement insoluble, qu'il faut l'intervention d'un tiers impartial pour départager les intérêts en cause. Le contentieux touche également toutes les branches du droit.

Comme je l'ai dit, ma pratique a toujours été centrée sur le conseil dans le domaine bancaire et financier. Dans ce contexte, j'ai par exemple conseillé des banques et entreprises d'investissements sur l'obtention d'un agrément CSSF ou l'impact des nouvelles règles de protection des investisseurs introduites par MiFID. J'ai également assisté des clients pour la réalisation de projets de fusion ou d'acquisition de branches d'activités de leurs concurrents ou défendu l'intérêt de clients menacés de sanctions par la CSSF.

Quelles raisons vous ont poussé à intégrer la magistrature ?

J'ai eu un déclic en me rendant un jour au tribunal pour le prononcé d'une affaire. Un des associés du cabinet où je travaillais représentait les intérêts d'une banque de la place, que la CSSF avait assignée en liquidation judiciaire



ANNE GUY-MOROCUTTI

suite à une décision prise par la Banque Centrale Européenne (BCE) de déclarer la maison-mère de la banque luxembourgeoise et de même que celle-ci en situation de défaillance avérée ou prévisible (« failing or likely to fail »). Cette décision de la BCE faisait suite à un projet de mesure proposé par le Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), un bureau du département du Trésor américain, qui soupçonnait la maison-mère de blanchiment.

L'associé qui avait plaidé l'affaire devant la chambre commerciale du tribunal d'arrondissement de Luxembourg était à l'étranger le jour de l'audience lors de laquelle le tribunal allait rendre sa décision et il me demanda de m'y rendre à sa place, ce que je fis.

La décision du tribunal prit toutes les parties et la presse, qui était également présente, par surprise. La demande en liquidation judiciaire à l'encontre de la banque luxembourgeoise était rejetée ! Le tribunal avait retenu que, nonobstant la décision de la BCE, les conditions posées par la loi luxembourgeoise pour la mise en liquidation judiciaire d'une banque n'étaient pas remplies.

Cette prise de position courageuse et souveraine des juges luxembourgeois, face à la pression de la SEC et de la BCE, m'a fortement

impressionnée et a suscité un premier intérêt pour la magistrature. Peu de temps après, j'ai vu qu'il y avait un appel à candidatures sur dossier et j'ai décidé de me lancer dans ce nouveau défi et d'intégrer la magistrature.

Quel est la plus grande différence entre la profession d'avocat et juge ?

La principale différence entre ces deux professions, qui partagent la même base, le droit, est une question de perspective.

L'avocat, que ce soit en matière de contentieux ou en matière de conseil, adopte la perspective de son client. Il voit le litige ou le projet dans lequel est impliqué son client du point de vue de celui-ci. S'il s'aventure à explorer la position de la ou des autres parties – au litige ou au projet – il le fait dans le but de consolider ou de renforcer la position de son client.

Le juge, qui tranche des litiges entre parties dans le cadre qui est posé par les parties, prend une toute autre perspective. Sa fonction, sa mission consiste à décider, en se basant sur les règles de droit applicables et sur les éléments de preuve que lui soumettent les parties, si la demande dirigée par l'une des parties à l'encontre de l'autre est justifiée. Pour résoudre le conflit entre les intérêts opposés des parties, le juge doit se placer au centre et regarder la

position de chacune des parties d'un point de vue neutre, sans a priori.

Quelles sont les difficultés auxquelles un juge doit faire face lorsqu'il tranche un litige ?

J'exerce actuellement en tant que juge au sein d'une chambre commerciale du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, c'est-à-dire dans une formation collégiale, et je ne parle bien évidemment que pour moi.

La plupart des litiges qui sont plaidés devant les chambres commerciales sont des litiges relativement complexes et si, dans certains cas, la solution découle naturellement des éléments du dossier, dans d'autres cas, c'est une question d'appréciation. Ainsi, nous devons parfois interpréter des dispositions contractuelles ambiguës ou mettre en balance différents éléments de preuve contradictoires. Ce n'est pas toujours chose facile et, à mes yeux, le fait de siéger dans une composition collégiale et de délibérer, c'est-à-dire de pouvoir discuter ces questions entre collègues est un avantage certain. Nous discutons beaucoup et nous arrivons toujours, parfois après de longues réflexions et discussions, à une solution collégiale.

Quels sont les aspects de la profession d'avocat que vous avez le plus apprécié ?

L'un des aspects de la profession que j'ai particulièrement apprécié, fût le contact humain. En effet, la relation entre un avocat et son client est une relation très particulière et privilégiée, qui aboutit parfois à des relations quasi-amicales. Le fait de pouvoir accompagner les clients tout au long de la réalisation et de la concrétisation progressive de leurs projets et de les assister lorsqu'ils font face à des difficultés, m'a toujours apporté une grande satisfaction professionnelle et personnelle.

Je dois dire que j'ai eu beaucoup de chance d'être impliquée, dès mes débuts en tant qu'avocate stagiaire, dans des dossiers très intéressants et de voyager à Londres, à Paris ou à Berlin pour participer à des négociations intenses, avec des confrères ayant des années d'expérience et dont j'ai appris énormément.

Qu'en est-il des aspects de la profession de juge que vous appréciez le plus ?

J'explique toujours à mes enfants, qui ont 7 et 6 ans, que mon métier est d'aider les gens qui se disputent à propos d'argent ou de choses à

trouver une solution. Cela résume assez bien ce que j'apprécie dans le métier de juge, le fait de pouvoir mettre fin à des conflits qui parfois perdurent pendant des années.

Si vous deviez choisir entre la profession de juge et avocat, quel serait votre choix ?

Ce sont deux professions passionnantes, mais très différentes, comme je l'expliquais avant.

Je suis contente d'avoir pu exercer le métier d'avocat pendant de longues années avant de devenir juge. L'expérience que j'ai acquise en matière de conseil dans le domaine bancaire et financier m'est très très utile en tant que juge au sein d'une chambre commerciale du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Cette expérience me permet d'avoir une compréhension non seulement théorique des règles de droit qui sous-tendent les litiges que nous sommes amenés à trancher au tribunal de commerce, mais de connaître et de comprendre la pratique sous-jacente, pour l'avoir côtoyée tout au long de ma carrière antérieure. C'est un grand avantage à mes yeux.

Quels conseils pour un lycéen ou étudiant en droit ?

unbelievable

1. Le domaine du droit est vaste et varié – entre le droit pénal, le droit de la famille et le droit des affaires, vous disposez d'un large choix de matières très différentes les unes des autres, mais toutes passionnantes à leur façon et toutes fondées sur les mêmes principes fondamentaux.

Conseil : Ne vous découragez pas, les débuts ne sont pas toujours faciles, mais c'est un univers nouveau et surprenant qui vous attend.

2. Le droit offre une panoplie de perspectives professionnelles très différentes.

Vous pouvez explorer ces possibilités en faisant des stages d'été, par exemple au sein d'un cabinet d'avocats, du département juridique d'une banque, d'une ONG, d'une administration étatique, etc.

Conseil : Explorez, voyez ce qui vous plaît et lancez-vous !

Ensuite, si vous sentez que vous avez besoin d'un nouveau challenge, vous aurez toujours l'opportunité de changer de métier et de vous reconverter – le droit est partout et vous offre le choix entre d'innombrables métiers très variés.

TROIS QUESTIONS À CLAUDINE DE LA HAMETTE

JUGE D'INSTRUCTION DIRECTEUR AU CABINET D'INSTRUCTION
AUPRÈS DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE ET À DIEKIRCH

Vous êtes devenue juge d'instruction directeur au cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch en 2020. Pouvez-vous revenir sur votre parcours professionnel vous ayant amenée jusqu'à cette fonction ?

CLAUDINE DE LA HAMETTE J'ai fait mes études de droit à Aix-en-Provence. Après une maîtrise en droit des affaires, j'ai fait un L.L.M. à Londres en droit européen, en droit bancaire et en criminologie.

Ensuite j'ai effectué le stage d'avocat, j'ai passé les cours complémentaires en droit luxembourgeois et l'examen d'avocat à la cour.

Je suis entrée en magistrature en 1996. J'ai été affectée pendant neuf ans à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Ensuite j'ai été successivement juge, premier juge et vice-président dans différentes chambres correctionnelles au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Depuis 2014, j'occupe le poste de juge d'instruction au tribunal d'arrondissement de Diekirch où j'ai été nommée juge d'instruction directeur en 2020.

Comment peut-on s'imaginer le travail au quotidien d'un juge d'instruction ?

Le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch est composé d'un juge d'instruction directeur et d'un juge d'instruction. Les dossiers traités sont donc répartis entre deux juges d'instruction.

Dans un cabinet d'instruction, un service de permanence doit être assuré 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ce service est également réparti entre les deux juges d'instruction.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire du procureur d'Etat qui peut être pris contre une personne nommée ou contre un inconnu.

Une personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit peut également s'adresser directement au juge d'instruction par une plainte avec constitution de partie civile. Le juge d'instruction communique alors cette plainte au procureur d'Etat pour que celui-ci puisse prendre des réquisitions.

L'instruction est obligatoire en matière de crime, elle est facultative en matière de délit.

Le juge d'instruction mène l'instruction de manière impartiale et indépendante et procède à tous les actes qu'il juge utiles à la manifestation

de la vérité en recueillant avec le même soin les faits et les circonstances à charge et à décharge de l'inculpé.

Dans le cadre de l'instruction, le juge d'instruction, assisté de son greffier, peut se transporter sur le lieu de l'infraction en vue d'y effectuer toutes les constatations utiles, soit directement après la commission de l'infraction, soit en vue d'une reconstruction des faits.

Il peut de même procéder à des perquisitions et des saisies, ordonner des observations et des écoutes téléphoniques, charger un expert d'une mission déterminée et entendre des témoins sous la foi du serment.

Lorsque des éléments de preuve sont à rechercher ou des personnes à interroger dans un autre pays, il émet une demande d'entraide judiciaire internationale.

Le juge d'instruction délègue à la police grand-ducale et notamment aux différentes sections de la police judiciaire l'exécution de devoirs servant à la manifestation de la vérité.

L'instruction opérée par le juge d'instruction est couverte par le secret de l'instruction en vue de préserver la présomption d'innocence des personnes mises en cause.

Le juge d'instruction est saisi des faits qui lui sont déferés par le procureur d'Etat et a le pouvoir d'inculper toute personne ayant pris part comme auteur ou comme complice à ces faits. Il émet, selon le cas, des mandats de comparution, des mandats d'amener et des mandats d'arrêt.

Le mandat de comparution met en demeure une personne de se présenter devant le juge d'instruction. Le mandat d'amener est décerné contre une personne s'il y a danger d'obscurcissement des preuves, danger de fuite ou si la personne fait défaut. La personne est alors arrêtée par la police grand-ducale et présentée au juge d'instruction dans les 24 heures qui suivent son arrestation. Ce délai peut être porté à 48 heures dans des cas exceptionnels. Si une personne est arrêtée en flagrant délit, elle doit être présentée au juge d'instruction dans les 24 heures.

Après l'interrogatoire de la personne susceptible d'avoir pris part à la commission d'une infraction, le juge d'instruction décide soit de remettre la personne en liberté, soit émet un mandat de dépôt qui met la personne en déten-

tion préventive, soit met la personne sous contrôle judiciaire, ce qui signifie qu'elle peut rester en liberté sous réserve de respecter certaines conditions qui sont fixées dans l'ordonnance de contrôle judiciaire.

Lorsqu'il existe des indices que la personne à inculper se trouve à l'étranger, le juge d'instruction émet un mandat d'arrêt européen ou un mandat d'arrêt international en vue de rechercher, d'arrêter et de remettre ladite personne aux autorités luxembourgeoises.

A la fin de l'instruction, le juge d'instruction rend une ordonnance de clôture de l'instruction et transmet le dossier au procureur d'Etat.

Celui-ci saisit la chambre du conseil d'un réquisitoire tendant au renvoi de l'affaire devant une juridiction de jugement lorsque l'instruction a dégagé des charges suffisantes contre une personne permettant de croire qu'elle a commis les faits, objets de l'instruction. Dans le cas contraire, le procureur d'Etat saisit la chambre du conseil d'un réquisitoire de non-lieu complet ou partiel.

Quels en sont les aspects qui vous plaisent le plus dans la profession de juge d'instruction ?

Les aspects de la profession de juge d'instruction qui me plaisent le plus sont la diversité des matières traitées, l'interaction des différents acteurs dans le cadre de l'instruction et la recherche de la vérité, le fait d'élucider le déroulement exact des faits, objets de l'instruction et d'en rechercher l'auteur.

Un autre côté très intéressant du travail du juge d'instruction est la participation à des groupes de travail interdisciplinaires et à des réunions avec les différents acteurs prenant part à l'instruction judiciaire.

Le juge d'instruction consacre enfin du temps au suivi notamment de la jurisprudence et du dispositif pénal nationaux et européens et du groupe d'action financière (GAFI), un organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.



LE DROIT DE L'ESPACE

AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ELLA HOMOV

JURISTE CHEZ SCHILTZ & SCHILTZ S.A.

&

DOCTORANTE EN DROIT DE L'ESPACE
À L'UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG

L'intérêt pour le droit de l'espace et les activités liées aux technologies de l'espace prend corps au Grand-Duché de Luxembourg suite à la création de la Société européenne des satellites (SES) en 1985 et le lancement du satellite ASTRA 1A en décembre 1988. Depuis, la société SES dont le siège social est établi à Betzdorf (Luxembourg) est devenue un des plus grands opérateurs de satellites géostationnaires au monde.

Dans les années 2000, le Grand-Duché a renforcé son engagement dans les activités spatiales, entre autres, en adhérant en 2005 au Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (Traité de l'espace) et en devenant, la même année, membre de l'Agence spatiale européenne, pour laquelle le Luxembourg a endossé aux côtés de la Suisse le rôle de coprésident entre 2012 et 2015.

Au début de l'année 2016, le Luxembourg a créé l'événement en lançant l'initiative de politique économique "spaceresources.lu" en vue d'attirer au Luxembourg des acteurs privés dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation des ressources de l'espace. La première étape de mise en place de cette initiative fut la promulgation de la loi réglementant l'agrément et la surveillance des missions d'exploration et d'utilisation des ressources de l'espace. La loi du 20 juillet 2017 sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace entrée en vigueur en août de la même année reconnaissant expressément dans son premier article que les ressources de l'espace sont susceptibles d'appropriation, devint ainsi la première loi adoptée au sein de l'Union européenne créant un cadre juridique approprié pour les opérateurs spatiaux qui entendent mener des activités d'exploration et d'utilisation des ressources de l'espace extra-atmosphérique.

Par la suite et afin de renforcer l'écosystème des activités d'exploration, d'exploitation et d'utilisation des ressources de l'espace extra-atmosphérique en cours de construction au Luxembourg, un accord de coopération a été signé le 4 août 2020 entre le ministère de l'Économie et le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) en vue de la création au Luxembourg, d'un nouveau centre de recherche «European Space Resources Innovation Centre» («centre d'innovation européen pour les ressources spatiales»). La création du prédit centre permettra d'une part, de développer des compétences dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation des ressources de l'espace et d'autre part, à terme de positionner le Luxembourg en tant que pôle européen de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales (dont le marché est évalué par un grand cabinet d'audit entre 73 et 170 milliards d'euros d'ici à 2045 avec à la clef 845.000 à 1,8 million d'emplois à temps plein).

Au vu de l'accroissement des activités menées dans l'espace par les acteurs privés et afin d'attirer au Luxembourg davantage d'acteurs privés, un nouvel projet de loi « portant sur les activités spatiales et modifiant : 1° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances dite « Versicherungssteuergesetz » ; 2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu » a été déposé à la Chambre des Députés le 12 juin 2018. Le projet de loi met en place, entre autres, un régime d'autorisation, de surveillance et de sanctions des activités spatiales. Par ailleurs, ledit projet de loi introduit également un registre national des objets spatiaux, pour lesquels le Grand-Duché de Luxembourg assume une obligation d'immatriculation (inscription au registre d'un objet lancé dans l'espace extra-atmosphérique) en vertu de l'article VIII du Traité de l'espace. Ainsi, les activités spatiales au Luxembourg actuellement régies par l'article 20 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques (à l'exception des activités visées par la loi du 20 juillet 2017 précitée) seront dans un futur proche régies par la loi dont le champ d'application est exclusivement dédié aux activités spatiales. L'adoption du projet de loi sur les activités spatiales permettra non seulement de diversifier le secteur spatial mais également d'attirer de nouveaux acteurs actifs dans le secteur spatial à s'établir au Luxembourg.

En modernisant sa législation spatiale, le Luxembourg cherche à répondre au mieux aux nouveaux changements et tendances qui s'opèrent dans le secteur spatial. Afin entre autres de promouvoir sa nouvelle législation spatiale, le Luxembourg a créé, le 12 septembre 2018, une agence spatiale du Luxembourg (« Luxembourg Space Agency ») à orientation commerciale.

Présentée comme un des acteurs clés dans la réalisation de l'objectif de faire passer le poids du secteur spatial à 5% du PIB luxembourgeois, l'agence spatiale du Luxembourg - placée sous l'autorité du ministère de l'Économie - a pour principal objectif la promotion et le soutien du développement économique de l'industrie spatiale du Grand-Duché. Dans le cadre de ses nombreuses missions, l'agence spatiale, entre autres, pilote et dirige l'initiative SpaceResources.lu, définit et met en œuvre la stratégie spatiale nationale, gère les relations du pays avec les autres agences spatiales au niveau international. Les principaux partenaires de l'agence spatiale sont: la Chambre de Commerce, l'Agence pour le développement de l'emploi, le Groupement luxembourgeois de l'aéronautique et de l'espace, l'Institut de la Propriété Intellectuelle Luxembourg (IPI), le Luxembourg Science Center (LSC), le Luxembourg Space Tech Angels (LSTA), Luxinnovation, le Fonds National de la Recherche (FNR), la société SES, la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI), Technoport, l'Université du Luxembourg.

Afin de financer les nouvelles activités innovantes dans l'industrie spatiale, un fonds d'investissement dédié au financement des activités spatiales a été établi par l'agence spatiale du Luxembourg en collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé luxembourgeois. Il est à noter toutefois que le Luxembourg n'a pas attendu l'établissement d'un fonds d'investissement spécialisé pour financer de nombreux projets en matière de recherche et de développement des activités économiques dans le secteur spatial. L'un des exemples est le financement par le Luxembourg du projet dit « emergency.lu » (qui a été conçu principalement pour répondre aux besoins en communication dans le cadre d'une crise humanitaire) lancé par le gouvernement luxembourgeois avec l'appui des entreprises de l'industrie aérospatiale luxembourgeoise en 2011. Plus récemment, le 13 novembre 2019, Paulette Lenert, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg et Simonetta Di Pippo, directrice du Bureau des affaires spatiales des Nations unies (UNOOSA), ont signé un accord de financement visant à soutenir le nouveau projet de l'UNOOSA intitulé "Space Law for New Space Actors".

Le Luxembourg ne cesse d'engager le dialogue et de multiplier des partenariats avec de nombreux États actifs dans le secteur spatial avec pour objectif principal de diversifier son économie en développant et s'appuyant sur une industrie dite « new space » (« nouvel espace »). A ce jour, et nonobstant le fait que le secteur spatial est un secteur en voie de développement, plus d'une vingtaine d'entreprises nationales et internationales actives dans le secteur spatial se sont d'ores et déjà installées au Grand-Duché. Afin d'assurer la position compétitive de ces entreprises ainsi que de l'industrie spatiale luxembourgeoise en général, le Luxembourg met en place des mesures de soutien financier et réglementaire. Plus encore, le Luxembourg soutient les infrastructures éducatives et de recherche ce qui a permis à un certain nombre de centres et d'organisations de recherche publiques luxembourgeois de voir le jour.

Dans ce contexte, un rôle clé est attribué à l'Université du Luxembourg chargée de former des cadres compétents et de haut niveau qui pourront à la longue intégrer les centres et organismes de recherche, les entreprises actives dans le secteur spatial ou les institutions étatiques ou autres. L'Université du Luxembourg offre, dès à présent, des formations spécialisées et interdisciplinaires dans le domaine des services de communication électroniques et des technologies de l'espace.

Cet ensemble de mesures prises par le Luxembourg visent ainsi à poursuivre le développement des activités économiques et de recherche dans le secteur spatial qui - comme l'a souligné à maintes reprises le gouvernement luxembourgeois - est un des axes prioritaires de diversification et de pérennisation des activités économiques du Luxembourg.



make the difference

to your career, clients and community

Aim beyond pure legal knowledge. Beyond commercial advice.

Be known for something more: a clarity of thought and an instinct for problem solving that can influence governments and leading businesses the world over. Join us and we'll help you enrich and expand your worldview, grow your skills and influence new ways of thinking. In other words, we'll help you make the difference.

ashurst.com/careers/students-and-graduates/

Connect with us on



ashurst
TOGETHER, WE CREATE
THE EXTRAORDINARY

Baker McKenzie.

**Our People Deal is about
delivering the best
employee experience to
enable one high-
performing, global team
to serve our clients.**

Explore with us beyond
the boundaries !

bakermckenzie.com/en/careers

「The People Deal」



Vous êtes jeune, dynamique et vous recherchez un stage ou un premier emploi ?

Vous voulez travailler dans une entreprise

- Innovante
- Dynamique
- En plein développement
- Fortement orientée client
- Bien implantée sur le marché et jeune d'esprit

Et bénéficié

- D'un climat coopératif
- D'un salaire attractif
- D'un programme de formation continue
- D'un plan de santé et bien-être au travail
- De nombreux avantages extralégaux

Si **OUI**, rendez-vous sur baloise.lu/jobstarters



Luther.



Etabli au Luxembourg depuis 2010, Luther est l'un des principaux cabinets d'avocats de la place. Forts d'un réseau international, nos professionnels conseillent notre clientèle nationale et internationale dans de nombreux domaines, notamment en droit des sociétés, fusions-acquisitions, droit bancaire et financier, règlement des litiges, fonds d'investissement, droit du travail et droit immobilier.

Luther emploie plus de 420 avocats au sein de ses 10 bureaux allemands et 10 bureaux internationaux implantés dans des places financières européennes et asiatiques.

Luther est un membre fondateur de unyer (www.unyer.com), une organisation globale regroupant les meilleurs cabinets internationaux qui coopèrent exclusivement entre eux.

Contact: Marie-Louise Peretti | lu.recruitment@luther-lawfirm.com | Luther S.A. société anonyme registered with the Luxembourg Bar

Nous recherchons actuellement:

Avocats/Juristes Stagiaires (jusqu'à 6 mois)

Nos valeurs:

- Dynamisme
- Flexibilité
- Probité
- Ouverture d'esprit
- Responsabilité

Notre package:

- Un salaire attractif
- Un lieu de travail dynamique et agréable
- Des formations juridiques externes et des formations en compétences générales
- Team building réguliers

LE CENTRE D'ARBITRAGE DU LUXEMBOURG

SERVICES DE RÈGLEMENT DES LITIGES

Le Centre d'Arbitrage de la Chambre de Commerce offre une alternative aux règlements judiciaires des litiges qui s'avèrent souvent longs, coûteux et peu adaptés au monde des affaires.

Le Centre d'Arbitrage du Luxembourg assure un règlement efficace et équitable des litiges commerciaux nationaux et internationaux, tant pour les particuliers que pour les entreprises du secteur privé.

> Pour aller plus loin, téléchargez ou commandez gratuitement la version imprimée du texte du Règlement d'Arbitrage en vigueur sur www.cc.lu, rubrique « Publications ».

> Disponible en français et en anglais.



FARGO

Centre d'Arbitrage du Luxembourg
(+352) 42 39 39-1 • arbitrage@cc.lu • www.cc.lu

Une initiative de :



SUIVEZ-NOUS :      @CCLUXEMBOURG

DLA Piper Luxembourg

DLA Piper est l'un des plus grands cabinets d'avocats d'affaires au monde.

Lancé en 2014, le cabinet au Luxembourg compte à ce jour plus de quarante avocats et juristes dans ces domaines : droit des sociétés (incluant Fusion & Acquisition – M&A), droit bancaire et financier, fonds d'investissement, private equity, droits des assurances, droit fiscal et droit de la propriété intellectuelle et nouvelles technologies.

Ce qui nous différencie

Nous sommes un cabinet international reconnu pour son excellence et son professionnalisme. Nous bénéficions du know-how et de l'expertise acquise par l'ensemble de nos bureaux répartis dans plus de 40 pays en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie-Pacifique.

Nos avocats travaillent en étroite collaboration en fonction de leur spécialité afin de permettre à nos clients d'atteindre leurs objectifs dans le respect du droit.

Notre engagement de développement

- Nous développer en vous développant
- Formation, soutien et environnement propice à votre épanouissement
- Programme d'on-boarding avec buddy

Rien n'est plus enrichissant que l'expérience on the job, sur le terrain. Que vous rejoigniez l'aventure pour un stage ou pour débiter une carrière, vous aurez rapidement accès à des responsabilités.

Pour plus de d'information, consultez notre site <https://careers.dlapiper.com>



LOYENS & LOEFF

It's all about personality



You're more than just a lawyer

Loyens & Loeff Luxembourg is part of a fully independent law firm specialised in providing integrated tax and legal advice to a wide range of clients. At Loyens & Loeff, we are not only looking for talented professionals, but above all, for nice people. We are not an employer where you have to switch off your personality as soon as you turn on your computer in the morning. As diverse as our people are, they share their drive, ambition and focus on achieving results, in their work and beyond.

> loyensloeffcareers.com



11



942



1917



102



We are always looking for junior or senior associates and interns with

- a degree in law or taxation
- written and oral English skills
- and excellent client communication and team work.

Do not hesitate to contact us via HR.luxembourg@loyensloeff.com

C L I F F O R D
C H A N C E

Careers

WHERE
BRIGHT
MINDS
MEET

“

The firm fosters a positive way of thinking and promotes a strong team spirit. It motivates me as I know that I can make a difference, and that the efforts I put into my work each day have an impact for me and for others.

”

Katharina Thielges
Senior Associate Tax



Find out more about our work, our people and our opportunities
careers.cliffordchance.com/luxembourg

Association Nationale des
Étudiants Luxembourgeois en Droit